

DES DIFFÉRENCES

ENTRE LES

Conditions de l'Action Paulienne

ET DE

l'action en Déclaration de Simulation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 8 Juin 1909, à 1 heure

PAR

HENRI GAULTIER DE SAINT-BASILE

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : { MM. BARTIN, *Professeur*
WAHL, —

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES DIFFÉRENCES

ENTRE LES

Conditions de l'Action Pénale

ET DE

l'action en Réclamation de Réputation

THÈSE DOCTORALE

La Faculté n'est pas responsable de l'opinion ni de l'appréciation des opinions exprimées dans les thèses; ces opinions appartiennent à leurs auteurs.

POUR LE DOCTORAT

DE DROIT DE SAINT-PÉTERSBOURG

PRÉSENTÉE ET DÉFENDUE

PAR M. GUYOT, Docteur en Droit

1890

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE DROIT DE SAINT-PÉTERSBOURG

ARTHUR ROUSSIER, ÉDITEUR

10, rue d'Orléans, 10, SAINT-PÉTERSBOURG

1890

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES DIFFÉRENCES

ENTRE LES

Conditions de l'Action Paulienne

ET DE

l'action en Déclaration de Simulation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Mardi 8 Juin 1909, à 1 heure

PAR

HENRI GAULTIER DE SAINT-BASILE

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants : { MM. BARTIN, Professeur
WAHL, —*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Des Obligations*, tome I.
- CHARDON. — *Traité du dol et de la fraude*, tome 2.
- COLMET DE SANTERRE (DEMANTE et). — *Cours analytique de Code civil*.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, tome 25.
- DUCAURROY. — *Commentaire du Code civil*, tome II, n° 773.
- DUTRUC. — *Du partage de successions*.
- FOUET DE CONFLANS. — *Des successions*, art. 882, n° 12.
- HUC. — *Commentaire du Code civil*, tome 7.
- HUREAUX. — *Droit de succession*, t. IV, n° 213.
- LACOSTE. — *Chose jugée*, n° 516.
- LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des Obligations*, art. 1167.
- LAURENT — *Principes du Droit civil français*, t. 16.
- MARCADÉ. — *Explication du Code Napoléon*, t. 4.
- MERLIN. — *Répertoire de Jurisprudence*, V. Créancier et V. Simulation.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil*, 4^e édition ; et *Revue critique*, année 1886, p. 622.
- POUJOL. — *Traité des successions*, art. 882.
- ROLLAND DE VILLARGUES. — *Répertoire de la Jurisprudence du Notariat*, V. Opposition à partage.
- SALEILLES. — *La déclaration de volonté*.
- TISSIER. — *Théorie et pratique de la tierce opposition*, n° 82.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEILS DE JURISPRUDENCE

Recueil de Jurisprudence de SIREY.

Recueil périodique de Jurisprudence de DALLOZ.

Répertoire de Législation et Supplément de DALLOZ.

REVUES ET JOURNAUX JUDICIAIRES

Gazette des Tribunaux, 10 juin 1892.

Journal *Le Droit*, 15 mars 1857.

Recueil des arrêts de la Cour de Bordeaux, 1894, 1, 113. 1896, 1, 241.

Recueil de jurisprudence de Nancy, 1888-1889, 292.

Recueil de Riom, 1894-1895, 459.

Revue critique : *De l'action paulienne*, 1852, p. 412.

Revue pratique de droit français : *Actes simulés ou frauduleux*, 1857, p. 347.

THÈSES

Des droits des créanciers, VAUGON, Paris 1890.

De l'action paulienne, VLASTO, Paris 1890.

De l'action paulienne en matière de partage, TERRIER, Lyon, 1899.

De la simulation en droit civil, FOURCADE, Nancy 1887.

De la simulation dans les actes juridiques, MILHAUD, Montpellier 1889.

Théorie de la simulation, GLASSON Paul, Paris 1897.

Etude théorique et pratique sur les actes simulés, CAZAL, Montpellier 1897.

INTRODUCTION

L'action en déclaration de simulation, ou plus simplement l'action en simulation, a pour but de faire déclarer, par la justice, qu'un acte juridique n'existe qu'en apparence. En fait, derrière cette convention ostensible, les contractants ont entendu passer entre eux un traité secret, par lequel seront réglées leurs relations, et ils le font prévaloir. Les parties sont libres évidemment de manifester leur volonté sous les formes d'une autre convention, et dans bien des circonstances, elles peuvent avoir intérêt à laisser ignorer la nature du contrat qui a été conclu. Ainsi, un emprunteur désirant laisser ignorer sa situation, se dira obligé en qualité d'acheteur. De même, une vente est parfois conclue sous forme de transaction, un partage fait sous forme de vente ou d'échange. La simulation ainsi entendue est licite, lorsqu'il ne s'y mêle aucune idée de fraude.

Mais, il arrive souvent que les conventions secrètes et modificatives d'un acte ostensible soient faites, en vue d'éluder la loi, soient en particulier dirigées contre des tiers, s'inspirant d'une intention frauduleuse à leur égard. Par exemple, une personne, pour se donner du crédit, achète fictivement un immeuble et concède sur

cet immeuble des droits réels de servitudes et d'hypothèques, espérant les faire annuler en opposant une contre-lettre ; ou, en aliénant un de ses immeubles, ne fait porter qu'une partie du prix dans le contrat, afin d'écluder presque entièrement une saisie-arrêt. Il en est de même, si le débiteur se reconnaît tenu d'une obligation fictive ou donne quittance sans rien recevoir.

Dans ces différentes hypothèses, la simulation sert souvent à cacher une fraude, que les créanciers peuvent avoir grand intérêt à déjouer. Personne d'ailleurs n'a jamais cherché à leur contester ce droit. D'après l'article 1381 du Code civil en effet, si les contre-lettres sont valables en principe, elles ne doivent jamais porter préjudice aux tiers.

Le législateur a voulu ainsi donner satisfaction à tous les intérêts en présence, aux intérêts des parties qui, dans leurs rapports entre elles, peuvent se prévaloir de la simulation, et, à ceux des tiers, qui peuvent la méconnaître s'ils y ont intérêt.

Telle est une des distinctions que nous devrions faire, si nous voulions étudier l'action en déclaration de simulation dans son ensemble. Mais, voulant dans ce travail, rapprocher celle-ci de l'action paulienne, il faut envisager seulement l'hypothèse où ce sont les créanciers de l'un des contractants qui agissent. Nous n'aurons donc pas à nous occuper des effets produits par les actes simulés entre les parties, mais seulement de l'hypothèse où une action en simulation est formée

par un créancier contre une aliénation fictive consentie par son débiteur, situation qui, à première vue, ressemble beaucoup à celle qui est prévue par l'article 1167 du Code civil.

Bien que nous ayons surtout en vue l'étude des oppositions que l'on peut faire entre ces deux actions, en envisageant la demande en simulation sous un certain aspect ; il sera utile de rappeler tout d'abord le but que chacune de ces actions poursuit, de signaler même dans une certaine mesure leurs ressemblances. C'est ce que nous ferons, après avoir montré leur importance respective dans notre ancien droit.

Puis, dans les chapitres suivants, nous examinerons les principales différences entre les deux actions. Il faut pour cela se demander quelles personnes peuvent les former, quels moyens de preuve elles doivent faire valoir ; rechercher ensuite les règles concernant les sous-acquéreurs et celles relatives au partage.

Sur tous ces points, à l'exemple de plusieurs législations étrangères, nos textes de lois ne pourraient-ils pas être plus complets ?

Telle est la question qui fera l'objet de notre conclusion.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE SUR L'ACTION PAULIENNE ET L'ACTION EN SIMULATION DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Malgré l'assertion de certains auteurs, l'action paulienne n'a pas été complètement délaissée dans l'ancien droit. « Nous ne suivons en aucun point, écrivait Rousseaud de Lacombe, les titres *Quæ in fraudem creditorum*, au Digeste ; *De revocandis his*, au Code ; nous avons d'autres moyens de nous garantir contre les aliénations faites par les débiteurs en fraude des droits de leurs créanciers. Nos usages sont même contradictoirement opposés aux lois romaines sur ce point » (1).

L'existence de l'action paulienne n'en est pas moins certaine. Rousseaud de Lacombe le reconnaît lui-même : Nous avons, dit-il, *d'autres* moyens de nous garantir ».

Lebrun, en soutenant la même opinion, fait la même restriction et s'exprime ainsi : « Le titre *Quæ in fraudem*

(1) *Recueil de jurisprudence civile*, V. Fraude,

creditorum n'est pas d'un grand usage parmi nous » (1).

Son existence nous est d'ailleurs attestée par Domat, Pothier (2), Boutaric (3), Serres (4), Coquil (5), Furgole (6) et des arrêts du Parlement de Paris, en date des 6 juillet 1528, 28 mars 1589, 29 janvier 1596.

Nous pourrions donc examiner brièvement le caractère que nos anciens auteurs attribuaient à cette action. Mais tout d'abord, demandons-nous la cause de son peu d'importance.

Il n'y a rien là de surprenant. Cette action serait surtout utile à des créanciers chirographaires, qui ont peu de garanties. Les créanciers hypothécaires, étant mieux protégés contre les risques d'insolvabilité de leurs débiteurs, n'ont que bien rarement l'occasion de s'en servir. Or, ce derniers étaient autrefois très nombreux ; les autres extrêmement rares.

Tout acte notarié emporte en effet, dans notre ancien droit, hypothèque, et celle-ci est générale, portant sur tous les biens du débiteur présents et à venir. De plus, un grand nombre de biens, tels que les rentes foncières,

(1) *Traité des successions*, liv. VI, chap. II, sect. 1, n° 20.

(2) *Traité des successions*, chap. III, sect. 3, art. 1, p. 3. — *Traité de la communauté*, n° 533. — *Traité des substitutions*, n° 193.

(3) *Institutes conférées avec le droit français*, p. 535.

(4) *Institutes du droit français*, p. 399.

(5) *Sur la Coutume du Nivernais* (titre des exécutions, n° 14).

(6) *Sur l'Ordonnance de 1747*, p. 224.

les champarts, les emphytéoses, les offices venaux, étaient susceptibles d'en être grevés.

Quel fut du moins son caractère lorsque des créanciers l'exerçaient ?

Domat lui attribue le caractère d'une action personnelle, puisqu'elle a pour fondement la fraude intervenue entre le débiteur et son complice (1). Aujourd'hui encore, elle ne peut être considérée comme une action réelle, puisqu'elle ne garantit pas les droits réels, tels que la propriété, les servitudes et les hypothèques.

Nos anciens auteurs faisaient comme nous, au sujet de l'application de cette action, la distinction des actes à titre gratuit et des actes à titre onéreux :

« Celui qui a droit à titre lucratif, disait Guy Coquille sur la coutume du Nivernais, ne reçoit dommage étant privé de ce gain et est mieux à propos que le créancier soit gardé de dommage que de faire gagner autrui avec son dommage ; et n'est censé recevoir dommage celui qui est privé d'un gain ».

L'action paulienne est même recevable alors contre les renonciations à succession ; car, à raison de sa saisine héréditaire, le débiteur, par ces renonciations, abdique comme aujourd'hui un droit acquis. On considère donc celles-ci comme non avenues, et, sans avoir besoin de prouver la fraude, les créanciers sont autori-

(1) *Lois civiles*, liv. 11, tit. 10,

sés à exercer les droits de leur débiteur, par cela seul qu'ils souffrent un préjudice.

Toutefois, Richard et Pothier (1), fidèles au droit romain, exigeaient la preuve de l'intention frauduleuse, tandis que Boutaric, Serres et Furgole considéraient le préjudice comme suffisant.

Si l'action paulienne n'était guère usitée dans notre ancienne jurisprudence, celle-ci avait au contraire développé les principes du droit romain en matière de simulation, en s'inspirant de la maxime : « *Plus valet quod agitur quam quod simulate concipitur.* »

Sous l'acte apparent que les parties ont eu l'air de conclure, les jurisconsultes examinent l'acte réel qu'elles ont sérieusement voulu faire et dont elles veulent faire découler des conséquences juridiques. Ce dernier aura été le plus souvent dissimulé pour éviter les sanctions de la loi. Or, malgré cette précaution, la loi devra être respectée toutes les fois que la fraude pourra être découverte.

Il est facile de citer plusieurs applications de cette théorie. Lorsque, par exemple, une incapacité de recevoir empêche de faire une libéralité, les parties font souvent une donation sous les formes d'une vente.

Que décident à cet égard les jurisconsultes ?

Pour eux, il faut laisser de côté l'acte ostensible, qui est purement fictif, et ne considérer que la donation,

(1) *Des substitutions*, sect. VI, art. 1^{er}, § 2.

que l'on a sérieusement voulu faire. Or, cette donation sera aussi bien frappée de nullité que si elle n'avait pas été dissimulée.

Pothier (1) nous signale d'intéressantes applications de la même idée, notamment à propos du prêt à intérêt qui, autrefois, était en principe rigoureusement interdit. Pour échapper à ces prohibitions légales, une des fraudes les plus connues était le fameux contrat *mo-hatra*.

Je vends une chose à crédit, et l'acheteur, qui veut emprunter, me la retransmet ensuite pour une somme moindre, directement ou par une personne interposée. Je la rachète comptant à un prix inférieur; mais l'emprunteur, en qualité d'acheteur dans la première vente, me devra plus tard un prix plus élevé.

« Il est évident, dit Pothier (2), que dans ce contrat nous n'avons pas eu une véritable volonté de vendre ni d'acheter; mais plutôt de déguiser, sous une fausse apparence de contrat de vente, le prêt usuraire que vous me faites de la somme d'argent que vous m'avez comptée. C'est pourquoi, si vous me demandez le prix que je me suis obligé de vous payer par le prétendu contrat de vente de la chose que je vous ai revendue au comptant, je serai admis à soutenir que, sans avoir

(1) Pothier, *Traité de l'usure*, section IV, n^{os} 117 et s.

(2) *De la vente*, n^o 38.

égard à ce contrat, qui sera déclaré nul et simulé, je dois avoir congé de votre demande en vous payant seulement la somme d'argent que j'ai reçue de vous ».

Un autre moyen ingénieux d'éluder la prohibition du prêt à intérêt était *la combinaison dite des trois contrats*.

Je veux prêter à un négociant, qui a déjà un fonds de commerce, par exemple de trente mille livres.

Pour cela, 1^o Je passe avec lui un contrat de société, aux termes duquel il m'associe à son commerce pour un quart ou pour moitié, en exigeant de moi un apport de dix mille livres.

2^o Par un contrat d'assurance, le négociant m'assure la restitution de son capital à l'époque où la société prendra fin, à la condition que, de mon côté, je lui abandonne une partie de mes bénéfices.

3^o Enfin je vends à ce marchand mon capital dans la société et tout le profit que je puis en retirer, moyennant une somme de dix mille livres qu'il s'oblige à me verser à la fin de la société.

Chacun de ces contrats, pris isolément, serait parfaitement licite ; mais les parties n'ont pas entendu leur donner une existence réelle. Conformément à l'intention des parties, ils sont donc nuls. De plus, le prêt à intérêt, qu'ils servent à dissimuler, tombe sous l'application de la loi et ne peut produire aucun effet.

La simulation, dans notre ancien droit comme en en droit romain, pouvait revêtir une autre forme. Au lieu de chercher un déguisement au contrat, on pou-

vait recourir à une *personne interposée*. Ce procédé était usité notamment en matière de donations, à l'égard des personnes frappées d'une incapacité relative de recevoir. Quand il n'y avait pas présomption d'interposition, il suffisait d'établir que la donation, faite en apparence au profit d'un tiers, était en réalité destinée à l'un de ces incapables, pour faire prononcer la nullité de l'acte fait au profit de ce dernier.

Dans les exemples que nous venons de citer, à côté de l'acte apparent, il y avait une convention tenue secrète et destinée à établir entre les parties leurs véritables intentions.

Les contre-lettres que l'on cherchait ainsi à dissimuler n'étaient pas toujours illicites. Si le but poursuivi n'avait rien de contraire à la loi, ces actes étaient parfaitement permis. Les parties voulaient simplement laisser ignorer le contrat qu'elles avaient formé.

Mais quels étaient les effets des contre-lettres vis-à-vis des tiers lorsqu'elles leur portaient préjudice ?

Notre droit moderne, par l'article 1321 du Code civil, prive ces actes de tout effet à leur égard. Dans l'ancien droit, au contraire, aucun texte ne révèle une semblable protection. Les tiers ne pouvaient donc pas autrefois méconnaître la validité des contre-lettres, quand elles n'étaient pas directement contraires à la loi. Sans doute, ils pouvaient en contester la sincérité et la date ; aussi, les parties, pour parer à cette objection, les passaient devant notaire. Grâce à la forme authentique, elles

étaient à l'abri de toute critique. Mais même en dehors de tout caractère d'authenticité, elles n'étaient pas dépourvues d'effets à l'égard des tiers.

Ces principes étaient admis par tous les Parlements. Seul, le Parlement de Provence suivait une jurisprudence plus juste. Un acte de notoriété du 2 juillet 1698, rapporté par Merlin et émané des gens du roi du Parlement d'Aix, établissait en effet pour la Provence la règle suivante : « Les contre-lettres volantes, secrètes ou clandestines, qui ne sont point couchées et insinuées dans les registres des notaires, quoique reçues par ces officiers publics, n'ont leur effet et leur date que du jour soit de leur enregistrement, soit du décès de l'un de ceux qui les ont souscrites, soit de l'acte public où leur substance est constatée, et on ne peut les insérer au bureau des hypothèques qu'après qu'elles ont été reconnues en justice ».

Ainsi, il y avait une région où la contre-lettre ne produisait pas ses effets à l'égard des tiers, si elle n'avait point satisfait aux conditions rigoureuses de l'insinuation ou de l'enregistrement.

Mais cette solution, favorable aux intérêts des tiers, n'était pas admise par l'ensemble des Parlements. On peut dire qu'en général, à l'encontre des acquéreurs et des contractants, les parties peuvent alors se prévaloir d'un acte clandestin, qui modifie soit la situation juridique du contractant, soit les conditions de transmissibilité du bien acquis.

Ces inconvénients parurent si graves, qu'on fit subir à la règle ordinaire quelques exceptions, dans lesquelles les contre-lettres étaient nulles et sans effet à l'égard des tiers.

C'est ce qui se produisit notamment :

1° En matière d'acquisitions d'offices de procureurs, notaires et autres semblables (Arrêts de règlement du 7 décembre 1691 et du 8 août 1774);

2° Dans les contrats de fondation et dotation des monastères, à peine de dix mille livres d'amende, et pour le notaire les peines du faux et deux mille livres d'amende (Arrêt de règlement du 3 mars 1663);

3° Dans les négociations et affaires de ceux qui sont comptables envers le roi (Déclaration du 15 mai 1532 (1);

4° Dans les devis et marchés pour bâtir (Sentence du règlement du Châtelet du 3 décembre 1690);

5° Enfin dans le contrat de *nonobstant*, usité surtout en Lorraine. Voici quelle était l'hypothèse. Un acquéreur, pour augmenter son crédit, déclarait par exemple dans un acte fictif avoir payé en totalité le prix des biens vendus. Puis une contre-lettre constatait le contraire.

Les tiers, trompés par ce crédit apparent, étaient frustrés par la production de la contre-lettre, car le vendeur, grâce à son hypothèque, pouvait facilement être payé avant eux. Aussi une ordonnance du duc

(1) Edit de François I^{er}, en date du 16 mai 1532.

Léopold, du 8 mars 1723, déclara nuls et de nul effet les contrats de nonobstant et punit d'une amende de cinq cents francs les parties et les notaires, avec, en outre, pour ces derniers, interdiction de leurs fonctions pendant six mois et perte de leur office en cas de récidive (1).

Ces prohibitions exceptionnelles avaient pour résultat de faire prévaloir la convention apparente sur la convention réelle, car la contre-lettre paraît avoir été frappée de nullité absolue, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des parties contractantes.

(1) Merlin, Rep. V. Nonobstant.

CHAPITRE II

COMPARAISON ENTRE L'ACTION PAULIENNE ET L'ACTION EN SIMULATION

§ 1^{er}. — *Ressemblance et différence primordiale entre les actes frauduleux et les actes fictifs*

Comme nous n'avons pas, pour le moment, à envisager l'hypothèse où l'action en simulation est formée par l'une des parties contractantes, cette demande semble à première vue présenter de grandes analogies avec l'action paulienne. Dans les deux cas, le débiteur a cherché à nuire à ses créanciers par un acte juridique, et, c'est à cet acte que le créancier lésé dans ses intérêts s'attaque, en formant l'une ou l'autre action. Quel que soit le moyen employé, le créancier se propose d'atteindre le même but, qui est d'empêcher le débiteur d'amoindrir ou même d'anéantir son patrimoine, par des actes frauduleux, au détriment de ses créanciers. C'est le but qu'il a en vue ; c'est le résultat auquel il arrive. Dès lors, pourquoi ne lui est-il pas permis de se

servir indifféremment de l'action paulienne ou de l'action en déclaration de simulation ?

C'est que chacune d'elles s'applique dans des circonstances et s'exerce, comme nous allons le voir, dans des conditions absolument différentes.

Ne soyons pourtant pas surpris que la jurisprudence et quelques auteurs n'aient pas toujours suffisamment fait la distinction. Mais, pour comprendre l'erreur où ils sont tombés, il est nécessaire de signaler d'abord entre elles une opposition.

L'action paulienne permet aux créanciers de faire révoquer les aliénations ou autres actes, par lesquels le débiteur a frauduleusement déterminé ou augmenté son insolvabilité. Elle a pour fondement le droit de gage commun des créanciers sur le patrimoine de leur débiteur.

Il n'en est pas de même dans l'hypothèse d'une action en déclaration de simulation, où nous devons supposer des aliénations fictives, des actes par lesquels le débiteur se dépouille seulement en apparence de ses droits, et cette action a pour but non plus de demander la révocation de ces contrats, mais de faire constater leur simulation, c'est-à-dire leur inexistence.

Par l'action paulienne, on fait réintégrer dans le gage des créanciers un bien qui en est réellement sorti ; par l'action en simulation, on démontre que le débiteur ne s'est pas appauvri, comme il voulait le faire croire. La première poursuit l'annulation d'un contrat réellement

existant, la seconde ne cherche qu'à détruire une fausse apparence et à rétablir la vérité.

Cependant, comme le débiteur a poursuivi le même but, comme dans les deux cas il a eu l'intention de nuire à ses créanciers, elles tendent toutes deux à réprimer une fraude. Mais celle-ci n'a pas toujours le même caractère. Elle s'accomplira tantôt par l'exécution d'actes sérieux, tantôt sa perpétration se produit par le simple déguisement, par les apparences trompeuses, qui ont dénaturé la vérité.

Voici, d'ailleurs, des exemples qui permettent d'opposer ces deux espèces de fraude.

Le débiteur peut amoindrir son patrimoine et se rendre finalement insolvable par des aliénations ou des renonciations. En se dépouillant de certains biens qu'il possède en qualité de propriétaire, le débiteur est obligé d'accomplir certains actes juridiques et aucune intention frauduleuse ne saurait lui être imputée, tant que ces actes n'ont pas été réellement exécutés.

Ainsi, en vertu de l'article 932, la donation n'est parfaite à l'égard du donateur, que si l'acceptation lui en a été notifiée. Qu'en résulte-t-il relativement au droit des créanciers d'attaquer cet acte comme frauduleux? Ils ne pourront le faire avant l'accomplissement de cette formalité, sans laquelle le contrat n'étant pas parfait, le donateur resterait propriétaire.

Peu importe, en effet, qu'il s'agisse d'un contrat à titre onéreux ou à titre gratuit. Même la renonciation à

un droit acquis, par exemple le refus d'une succession échue, suffit chez nous, pour faire naître l'action paulienne. Contre les jugements obtenus par fraude, à la suite d'une collusion concertée entre le débiteur et les tiers, les créanciers ont le droit de se servir de la tierce opposition.

Les actes où la fraude réside dans la dissimulation ne présentent pas le même caractère. Ils comprennent deux catégories, suivant que l'acte est fictif en totalité ou seulement en partie.

Dans le premier cas, l'acte simulé ne cache aucune opération réelle. Un débiteur veut mettre ses biens à l'abri d'une saisie et fait pour cela une vente qui n'est pas sérieuse. Dans cette hypothèse, les créanciers n'ont pas besoin de l'action paulienne. Il leur suffit d'établir que, par suite du caractère fictif de la vente, le bien n'a pas été aliéné. Ils pourront ensuite le saisir. La même solution s'impose, si je fais par exemple une donation, en me réservant par une contre-lettre la possibilité de la déclarer non avenue ; en réalité, il n'y a pas de donation, et les créanciers auront le droit de prouver la simulation, qui n'est qu'une espèce particulière de fraude. Si cependant l'acte est exécuté, ils pourront à certaines conditions l'attaquer comme frauduleux, en se fondant sur l'article 1167.

Mais souvent l'acte simulé cache une opération sérieuse, et ce seront les dispositions du contrat réel et et non plus du contrat fictif, qui seront exécutées.

Ainsi, je loue une maison et la somme réellement stipulée est inférieure au loyer apparemment convenu. Mes créanciers voulant empêcher le bailleur d'exercer à leur préjudice un privilège pour une somme supérieure au chiffre réellement convenu, intentent l'action en déclaration de simulation.

Il en serait de même dans le cas où le débiteur, ayant fait une vente sérieuse, aurait dissimulé une partie du prix pour frustrer les tiers. Si, par exemple, je vends en apparence une propriété cinquante mille francs, alors que le contrat réel porte le prix à soixante mille, je soustrais dix mille francs aux saisies-arrêts et autres poursuites de mes créanciers. Ces derniers pourront alors exiger le supplément du prix, sans être obligés de recourir à l'action paulienne.

Remarquons que dans ces hypothèses, les contrats de bail ou de vente sont sérieux, tandis que la partie du loyer ou du prix, qui a été dissimulée, n'a pas été payée. Si elle l'avait été, les créanciers n'auraient plus que la ressource d'invoquer l'article 1167.

Les créanciers ne peuvent pas seulement être trompés sur les conditions véritables de l'acte, ils le sont parfois aussi sur la nature du contrat. Ainsi, une vente, dont le prix est entièrement fictif, peut dissimuler une donation. Lorsque, par l'action en simulation, on aura mis en lumière le vrai caractère du contrat, l'action paulienne pourra à son tour être intentée.

Dans les exemples que nous venons de citer, le débi-

teur a essayé de dissimuler l'existence totale ou partielle d'une obligation, mais la fraude peut également consister à tromper les créanciers sur la non-existence, l'extinction, la perte ou la renonciation d'un droit.

Il en est ainsi, lorsque je fais semblant de renoncer à une succession, après avoir eu soin d'obtenir de mes co-héritiers une certaine somme pour n'éprouver aucune perte ; ou lorsque je me borne à demander ma part dans une succession, ayant acheté les parts de mes co-héritiers, dans l'espoir de ne pas être poursuivi pour cet excédent. Il en est de même quand, dans l'intention de nuire à mes créanciers, je me reconnais seulement en apparence débiteur d'une dette éteinte ou quand je donne une fausse quittance, sans avoir été payé.

On pourrait citer encore d'autres exemples. L'action en déclaration de simulation peut, en effet, être dirigée contre toute espèce d'actes, bail, vente, donation, renonciation à succession, renonciation à communauté, etc. Elle peut même être dirigée contre des jugements. On n'aura pas alors besoin d'attaquer ceux-ci par voie de tierce opposition. On montrera simplement qu'ils ont été annulés ou modifiés par des actes secrets.

Ainsi, il a été jugé qu'une adjudication, à raison des circonstances de la cause, a simplement opéré une transmission fictive de la propriété. Voyons, à cet égard, comment s'exprime la Cour de cassation. D'après un arrêt, qu'elle a rendu le 14 juin 1870 : « il appartient aux tribunaux de déclarer que dans les circonstances où

elle a eu lieu, une adjudication n'a eu pour but et pour résultat que d'opérer une transmission apparente de propriété, sorte de fideicommiss ayant pour effet de réserver au précédent propriétaire la disposition ultérieure de l'immeuble (1) ».

Un jugement fictif, qui ne présente pas le caractère d'une décision contentieuse, peut ainsi être attaqué par l'action en déclaration de simulation, tandis que, contre un jugement sérieux, il est permis d'exercer l'action paulienne sous forme de tierce opposition.

Nous devons, par conséquent, distinguer deux espèces d'actes frauduleux.

Les uns doivent recevoir une exécution sérieuse. Mais il en est d'autres sur l'exécution et les effets desquels les créanciers sont trompés. La fraude réside ici dans une apparence mensongère qu'il faut détruire pour en revenir à la vérité. En un mot, si dans l'action paulienne, on cherche à faire annuler un acte réel, dans l'action en simulation, on se propose seulement de démasquer un déguisement.

Voici, du reste, en quels termes, M. Garsonnet a très nettement indiqué la différence qui existe entre la fraude et la simulation :

« Il y a fraude, dit-il, quand le débiteur fait, pour nuire à ses créanciers, un acte par lequel il entend cependant se lier lui-même; il y a simulation quand,

(1) Dal., 72, 1, 40.

dans le même but, il fait un acte qu'il n'a pas même l'intention de respecter et d'exécuter, et cette intention apparaît le plus souvent par des faits de cause, tels qu'une contre-lettre, une exagération évidente des conditions de l'acte, qui sont à la charge du débiteur et qui font présumer qu'il ne les aurait pas souscrites s'il eût eu le dessein de s'y soumettre » (1).

§ 2. — *Effets de l'action paulienne et de l'action en simulation*

A côté des caractères propres de la fraude et de la simulation, nous devons signaler les règles particulières du jugement qui les constate, et indiquer une différence, controversée il est vrai, au point de vue de l'autorité de la chose jugée, entre le jugement obtenu par l'action paulienne et celui qui déclare la simulation.

I. — Lorsqu'un créancier intente la première action, il est une question vivement discutée, c'est celle de savoir quel sera pour les autres l'effet de son initiative. Ce qui est jugé au profit du créancier demandeur profite-t-il également à tous les autres créanciers ? Est-ce

(1) M. Garsonnet. *De la révocation des actes faits par le débiteur en fraude des droits de ses créanciers*. Thèse de doctorat, 1864, p. 88.

que le demandeur sera considéré comme le représentant, le gérant d'affaires de la masse des créanciers, et ceux-ci vont-ils profiter de l'annulation de l'acte; ou bien par une application rigoureuse de la maxime, *res inter alios judicata*, les effets du jugement seront-ils restreints au créancier qui l'a obtenu ?

D'après une première opinion, les biens rentrent dans le patrimoine du débiteur, après en être réellement sortis et ils deviennent de nouveau le gage de tous. C'est notamment l'opinion de M. Laurent. Pour lui, en matière d'action paulienne, le jugement d'admission profite à tous les créanciers, même à ceux qui sont demeurés étrangers au débat; car la chose, dit-il, est toujours restée dans le patrimoine du débiteur (1). Elle continue donc à être leur gage et tous profitent nécessairement de la révocation de l'acte frauduleux.

Cette solution nous paraît inadmissible. Par l'effet de l'action paulienne, les biens ne rentrent pas dans le patrimoine du débiteur. Celui-ci doit simplement laisser saisir l'immeuble s'il ne paie pas. Entre lui et les tiers le contrat existe toujours. La révocation ne lui a pas profité, puisque le contrat subsiste dans les rapports des parties entre elles. Ainsi, une donation frauduleuse est annulée. Le bien redevient le gage commun des créanciers, qui le font vendre et se paient sur le prix; mais si la somme obtenue est supérieure au mon-

(1) Laurent, t. 16, n° 488, p. 567.

tant des créances, l'excédent revient au donataire, qui a le droit d'exercer une action en garantie contre le débiteur. Pour celui-ci le bien est définitivement perdu.

Cette conséquence rend inadmissible la théorie que nous exposons. De plus, pour une autre raison, un grand nombre d'auteurs croient devoir se rallier à une autre opinion. C'est que le jugement qui admet l'action paulienne, sous l'empire des règles qui gouvernent la chose jugée, ne saurait profiter aux créanciers ne figurant pas comme parties dans l'instance. Ceux-ci étant restés étrangers au jugement de révocation ne sont pas admis à en invoquer les effets pour poursuivre la saisie et la vente des biens aliénés par leur débiteur.

A cette objection, M. Laurent répond, il est vrai, que les créanciers ont tous un même intérêt : c'est d'obtenir la révocation d'un acte qui a été conclu en fraude de leurs droits. Si donc l'un d'eux fait cette demande, qui les intéresse tous, il doit nécessairement à lui seul les représenter.

Mais il est si facile de répliquer que le créancier, en exerçant cette action, agit en son nom personnel. Rien ne peut en effet le faire considérer comme le mandataire des autres, en particulier dans une législation comme la nôtre, qui n'organise pas la déconfiture des non-commerçants, pour en faire une sorte de faillite où les créanciers auraient un représentant pouvant parler et agir en leur nom.

Dira-t-on que les créanciers non demandeurs étaient

représentés au procès par le débiteur? Ils sont en effet ses ayants-cause, et la cause jugée contre le débiteur doit être réputée jugée contre eux.

Mais comme, selon nous, le *fraudator* ne peut se prévaloir de l'annulation de son acte frauduleux, on ne voit pas comment ses ayants-cause, qui n'ont pas été parties au procès, pourraient sur ce point être admis à se prévaloir d'une décision judiciaire dont le débiteur ne peut tirer profit. Ils auraient un droit qui lui est refusé.

Nous pouvons donc conclure que le caractère purement relatif de la chose jugée paraît s'opposer à ce que la décision qui accueille l'action paulienne puisse être invoquée par des créanciers autres que les demandeurs. Au point de vue juridique, il n'y a rien là d'extraordinaire. N'est-on pas obligé d'appliquer le principe de l'autorité relative de la chose jugée dans des hypothèses comme les questions d'état, où on aurait un grand intérêt à ce que le jugement rendu produise un effet absolu? Dans ces conditions, n'est-il pas naturel qu'un acte frauduleux ne soit annulé qu'au profit de ceux qui en demandent l'annulation?

Telle est l'opinion de M. Demolombe (1). Il invoque en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 27 décembre 1843 (2), où il est question de l'intervention des

(1) Demolombe, t. 28, n° 266, p. 269.

(2) Sirey, 1844, 1, 122.

sieurs Hyncelin et consorts dans l'instance qui fut pendante devant le Tribunal de Bayeux. Ceux-ci, en agissant de leur chef, attaquaient les donations de la dame L..., leur débitrice, pour cause de fraude commise à leur préjudice.

Or, l'arrêt montre bien l'indépendance des créanciers les uns avec les autres :

« Attendu que si les intervenants (aujourd'hui demandeurs en règlement de juges), dans l'instance en nullité de la donation devant le Tribunal de Bayeux, avaient le droit ou de continuer l'instance malgré le désistement de la demanderesse, ou de provoquer la condamnation aux dépens par eux faits, ils avaient aussi le droit de se désister de leur intervention dans une instance qu'ils pouvaient considérer comme n'existant plus par l'effet du désistement de la demanderesse ».

On peut conclure de là avec M. Demolombe que la révocation de l'acte frauduleux, loin d'être *absolue et totale*, est essentiellement *relative et partielle*.

Ne semble-t-il pas que nous devrions faire le même raisonnement, en matière de simulation, en décidant que, dans l'un comme dans l'autre cas, le jugement rendu ne profite qu'à celui qui intente l'action ?

Les mêmes principes nous conduiraient à dire que l'acte doit être considéré comme fictif seulement par rapport aux créanciers demandeurs. A l'égard des autres, le bien sera considéré comme étant sorti du

patrimoine du débiteur. Ecarterions-nous donc à ce point de vue toute différence entre nos deux actions?

En aucune façon et quelques auteurs donnent avec raison selon nous, une autre solution. Pour eux, le jugement qui déclare la simulation, profite même aux créanciers n'ayant pas été parties dans l'instance.

Certains auteurs ont, il est vrai, appuyé leur décision sur un motif peu sérieux, car il ne permet pas de répondre à l'objection qu'on sera naturellement porté à tirer de l'autorité de la chose jugée.

M. Larombière dit, en effet, que la simulation est découverte dans l'intérêt de tous les créanciers, car, d'après lui, il n'est pas tout à fait vrai de dire que la chose aliénée rentre dans le patrimoine du débiteur : la vérité est qu'elle n'en est jamais sortie. Elle ne revient donc pas, elle demeure simplement, comme auparavant, le gage commun (1).

Bien que cette considération soit juste, elle n'est pas, à notre avis, suffisante, et c'est à un autre point de vue que nous croyons devoir nous placer pour la compléter, en expliquant comment les créanciers, même ceux qui n'étaient pas parties dans l'instance, peuvent profiter du jugement.

Nous ne donnerons plus à la question la même réponse que pour l'action paulienne, et nous dirons

(1) Larombière, II, sur l'article 1167, n° 63.

qu'ici les créanciers chirographaires ont bien été représentés dans l'instance par leur débiteur. Ils forment, en effet, une catégorie spéciale d'ayants cause, et, comme leur droit de gage porte sur l'ensemble du patrimoine du débiteur et en subit les mêmes variations, ils profitent des jugements qui augmentent ou déterminent l'étendue de ce patrimoine et qui sont rendus en présence des personnes qui ont été parties à l'acte simulé.

Car, quel est, en définitive, le résultat de l'action en simulation ?

Elle tend à prouver l'inexistence d'un acte. Ainsi le créancier établira qu'un bien n'est pas sorti du patrimoine du débiteur, qu'une somme portée dans l'acte apparent est exagérée. Et ces faits seront prouvés non pour lui seul, mais pour tout le monde, car c'est la constatation d'un fait matériel et non plus d'un fait personnel de fraude. Le bien sera, par conséquent, considéré comme remis dans l'ensemble du patrimoine du débiteur et tous les créanciers pourront faire valoir, sur ce bien, leur droit de gage général.

« La fraude, dit M. Demolombe, n'a pour résultat que de soustraire aux créanciers les valeurs qui forment leur gage, sans les faire sortir du patrimoine du débiteur auquel elles continuent toujours d'appartenir (1) ».

Comme le contrat passé par le débiteur n'existe pas, la vente qu'il a par exemple consentie n'est pas sérieuse,

(1) Demolombe, t. 25, n° 235.

et le bien, qui semblait aux termes de l'acte apparent être sorti de son patrimoine, n'a pas été réellement aliéné et est resté leur gage. Il y a loin, on le voit, de cette prétention à une demande en révocation, fondée sur l'article 1167, et disons de suite que l'action en simulation a des effets bien moins graves et bien moins rigoureux que l'action paulienne; il ne s'agit pas, comme dans l'action en révocation, de dépouiller un tiers d'un droit qu'il a réellement acquis, de rompre un contrat : il s'agit simplement de faire reconnaître que ce contrat n'existe que de nom.

II. — Mais, comme en apparence, les biens ne semblent plus compris dans le gage commun, les créanciers ont intérêt à faire constater la situation réelle. Tel est le but de l'action en simulation. Elle déclare que tel bien continue à appartenir au débiteur, et, par suite, les créanciers conservent le droit de le saisir.

Pourtant, il se peut qu'ils n'aient pris aucune décision à cet égard, car l'action en simulation n'est pas nécessairement le préliminaire de l'exécution forcée. Alors même que rien ne serait décidé relativement à la saisie, les créanciers auraient à faire constater l'inexistence de l'acte apparent, un intérêt suffisant. L'acte simulé leur cause, en effet, un préjudice, en diminuant fictivement leur gage, ce qui aura souvent pour effet de rendre la poursuite plus difficile.

Il peut en être ainsi même lorsque le débiteur con-

serve, au regard de tous, suffisamment de biens pour les désintéresser. S'il a, par exemple, beaucoup d'immeubles aux colonies, l'aliénation fictive des biens situés en France rend la saisie plus lente et plus onéreuse.

Comme on le voit, l'action en déclaration de simulation a plutôt un caractère conservatoire. Nous n'en dirons pas autant de l'action paulienne. En formant celle-ci, les créanciers se proposent plus immédiatement de vendre à leur profit le bien injustement aliéné. Ils font plus que de prendre des mesures conservatoires : ils font un acte d'exécution.

En effet, cette action, en opérant la révocation d'un acte d'aliénation, lève l'obstacle qui s'opposait à la saisie et rend possible l'exercice du droit de gage établi par l'article 2092.

Cependant, comme nous l'avons dit, l'acte est révoqué seulement dans l'intérêt des créanciers et continue de produire ses effets entre les parties. Les biens aliénés ne rentrent pas dans le patrimoine du débiteur (1).

§ 3. — *Durée de ces actions*

La même prescription leur est-elle applicable ?

L'action paulienne étant une action en nullité, on

(1) Voir plus haut, p. 25 et Req. rej., 27 déc. 43, précité.

serait tenté de lui appliquer la disposition de l'article 1304, qui établit la prescription de dix ans. Il semble bien, effet, que les motifs de l'article 1304 puissent être invoqués ici. Cette action nécessite des éléments de preuve compliqués, susceptibles de dépérir rapidement. D'autre part, l'intérêt général exige qu'une convention ne puisse pas être trop longtemps attaquée.

Mais ce texte constitue une disposition exceptionnelle. Il pourrait tout au plus s'appliquer à une convention. Pour les renonciations, il faudrait poser une règle différente. Comment pourrait-on avoir ainsi deux prescriptions ?

L'article 1304 suppose de plus une action intentée par les parties contractantes elles-mêmes, tandis que l'action paulienne ne peut être formée que par des créanciers agissant comme tiers. Enfin, cet article basé sur une ratification tacite, que l'on ne conçoit pas de la part de personnes étrangères à l'acte frauduleux. Il faut donc se référer au principe général, formulé par l'article 2262 et appliquer la prescription de trente ans.

Sur ce point, nous soumettrons également au droit commun, l'action en simulation. Celle-ci n'est même pas une action en nullité. Elle a simplement pour but de faire constater l'inexistence de certains actes et de rétablir la vérité. Pas plus que pour l'action paulienne, on ne conçoit une ratification par les créanciers d'un contrat qui ici n'a même pas été formé. L'article 1304 est donc encore inapplicable, et, nous pouvons en con-

clure, qu'aucune de nos deux actions n'est l'objet d'une prescription spéciale. Elles sont donc l'une et l'autre soumises à la prescription de droit commun, c'est-à-dire à la prescription de 30 ans (2262).

CHAPITRE III

QUI PEUT INTENTER L'ACTION PAULIENNE ET PAR QUI
L'ACTION EN SIMULATION PEUT-ELLE ÊTRE FORMÉE ?

§ 1. — *Le droit d'exercer ces actions appartient-il aux
créanciers à terme et aux créanciers sous condition ?*

L'action en déclaration de simulation semble bien pouvoir être formée non seulement par les créanciers à terme, mais aussi par les créanciers sous condition.

Pour les premiers, le doute n'est même pas possible. Ils peuvent certainement exercer l'action en déclaration de simulation, qui est une simple mesure conservatoire. On sait, en effet, que les mesures de cette nature sont permises avant l'arrivée du terme.

Ce n'est pas, de la même façon, que nous pouvons expliquer leur droit d'exercer l'action paulienne. Celle-ci suppose, que le débiteur s'est rendu volontairement insolvable ou a augmenté sciemment son insolvabilité. On comprend, dans ces conditions, que la répression de la fraude doive être facilitée le plus possible. Celle-ci,

comme la légitime défense, fait exception à toutes les règles. Il serait, en effet, souverainement injuste qu'un débiteur pût à son gré méconnaître les droits de ses créanciers. Du moment que le débiteur cherche à leur nuire, ceux-ci doivent pouvoir dès maintenant, avant l'échéance, déjouer la fraude et la rendre impuissante. Cette fraude, pratiquée par le débiteur, au préjudice de ses créanciers, est la cause propre de l'action paulienne, cause absolument distincte de celle des titres de créances, en sorte qu'il en est dû réparation toutes les fois qu'elle se manifeste, malgré le terme concédé au débiteur.

D'ailleurs, en pratique, lorsque l'action paulienne est formée, le débiteur est presque toujours au-dessous de ses affaires, ce qui entraîne le plus souvent pour lui la déchéance du terme, de telle sorte que le créancier devient créancier pur et simple. Par suite de cette déchéance, la difficulté se présentera bien rarement en fait. Elle pourra seulement se manifester dans l'hypothèse bien extraordinaire, où le demandeur s'abstient de la faire prononcer, en omettant d'insérer, pour l'obtenir, quelques mots dans ses conclusions.

Cette situation ne peut même pas se présenter en cas de faillite. En vertu de l'article 1188, le bénéfice du terme est en effet perdu de plein droit par le débiteur, lorsqu'il tombe en faillite, et, au cas de déconfiture, la perte de ce bénéfice résultera sinon de l'insolvabilité à elle seule, du moins du jugement qui la constate et qui

prononcera en fait toujours cette déchéance (1).

Dès lors, le créancier aura le droit de faire annuler l'acte, sans avoir besoin de se demander si, théoriquement, un délai peut quelquefois mettre obstacle à l'exercice de l'action paulienne.

La situation est beaucoup plus simple, lorsqu'il est possible de former l'action en déclaration de simulation. Nous n'avons plus alors, comme tout à l'heure, à envisager le cas de faillite ou de déconfiture et à rechercher quels principes justifient une poursuite. Même si le débiteur était resté solvable, l'action en déclaration de simulation pourrait être intentée, celle-ci ayant simplement pour but de faire apparaître la véritable consistance du gage commun.

De plus, comme elle ne poursuit pas l'annulation d'un acte, mais le rétablissement de la vérité ; comme elle constitue un acte purement conservatoire, nous en donnerons également l'exercice aux créanciers sous condition suspensive, auxquels, d'après l'opinion générale, on refuse à l'inverse le droit d'intenter l'action paulienne.

(1) Laurent, XVI, n° 458. — V. Civ., cass., 30 mars 1892, S., 92, 1. 481.

« La déchéance du terme, est-il dit dans cet arrêt, résultant de l'insolvabilité du débiteur, n'est pas encourue de plein droit, et doit être demandée en justice ; le juge la prononce, s'il y a lieu, après vérification des faits qui la motivent, et les effets du jugement qui rend ainsi la dette exigible ne sauraient en aucun cas remonter au-delà du jour où la demande de paiement a été formée. »

Celle-ci a, en effet, un caractère trop grave pour pouvoir être formée par des créanciers dont le droit n'est qu'en suspens et n'est même pas né. Ces créanciers ne peuvent prendre que des mesures conservatoires. Or, outre ce caractère, notre action a aussi celui d'une mesure d'exécution. Elle aboutit, sinon à la résiliation de l'aliénation, du moins à des dommages-intérêts.

Il est, par suite, facile d'apercevoir les conséquences très graves qui résulteraient de l'annulation conditionnelle d'un acte au profit d'une personne qui n'est même pas sûre d'avoir un jour le droit d'obtenir cette annulation. Si, en effet, le créancier, sous condition suspensive, pouvait agir en vertu de l'article 1167, l'action révocatoire ne pourrait produire que des effets conditionnels, c'est-à-dire soumis à la même condition que le droit du demandeur. Mais cela est-il permis? Celui qui n'a qu'une créance semblable a-t-il le droit d'agir ainsi? Le créancier peut-il demander que les droits des tiers soient anéantis, alors qu'il est incertain d'être, en définitive, créancier?

De telles conséquences rendent bien difficile toute annulation et nous croyons même celle-ci impossible. Cependant, ceux qui veulent reconnaître aux créanciers, sous condition suspensive, le droit d'intenter l'action paulienne, font valoir deux arguments.

C'est d'abord le principe que la fraude fait exception à toutes les règles. Serait-il équitable qu'elle puisse profiter à son auteur, et n'avons-nous pas déjà vu que,

pour cette raison, elle pouvait être réprimée par le créancier avant l'arrivée du terme? Aussi, d'après M. Demolombe, le créancier conditionnel a parfaitement le droit de se servir de l'action paulienne. Son argument est le même que si, au lieu d'une condition, il y avait un terme. Dans les deux cas, n'est-il pas permis au créancier de se défendre, aussitôt qu'il est frauduleusement attaqué par son débiteur? C'est pourquoi la fraude de ce dernier peut être déjouée aussitôt qu'elle est accomplie

Conformément à cette doctrine, un jugement du tribunal civil de Nancy (1), rendu le 28 novembre 1887, dit formellement qu'un créancier, dont le droit est affecté d'une condition suspensive, est recevable à intenter l'action paulienne. Dans l'espèce, une demande en dommages-intérêts était formée contre une personne, qui fit peu après à son fils donation de tous les immeubles dont elle était propriétaire. Le droit auquel le débiteur portait atteinte était incertain, car il dépendait de lui de faire appel. Or, l'arrêt déclare, dans ces circonstances, l'article 1167 applicable.

Dans le même sens, la Cour de Paris (2) avait jugé, le 19 décembre 1866, qu'un créancier, même éventuel, peut faire annuler les actes consentis par son débiteur

(1) *Recueil de Nancy*, 1888, 1889; 292.

(2) Paris, 19 décembre 1866, S. 67, 2, 180.

en fraude de ses droits. Dans l'espèce, il ne s'agissait pas d'un droit conditionnel proprement dit, mais d'un droit certain, quoique éventuel dans son effet. Un éditeur s'était engagé envers un imprimeur à ne faire imprimer ou réimprimer sur clichés certains ouvrages que dans l'imprimerie de ce dernier. Puis l'éditeur vendit son fonds de commerce pour se mettre dans l'impossibilité d'exécuter l'engagement qu'il avait pris. L'imprimeur fut admis à intenter l'action paulienne. Son droit était dans une certaine mesure éventuel, car le nombre des impressions et réimpressions était incertain.

Il ressort de cet arrêt que l'article 1167 doit, comme nous l'avons vu, être invoqué au profit du créancier à terme, dont le droit est parfait à tous égards; mais nous devons, au contraire, appliquer rigoureusement aux créanciers sous condition suspensive, l'article 1180 du Code civil, qui ne leur permet d'exercer que des mesures conservatoires et non l'action paulienne, qui a le caractère d'un acte d'exécution. Le droit de ces derniers, étant incertain, n'existe pas à tous égards.

M. Demolombe donne, en outre, un argument plus sérieux, tiré de l'article 274 du Code civil, aujourd'hui article 243 (loi du 18 avril 1886, article 1), qui autorisait la femme demanderesse en séparation de corps ou en divorce à faire annuler les obligations contractées par le mari à la charge de la communauté ou les aliénations par lui faites des immeubles qui en dépendaient,

si ces actes étaient intervenus postérieurement à l'ordonnance dont il était question dans l'ancien article 238 (aujourd'hui article 235). Dans ce cas particulier, la femme n'est créancière que sous condition suspensive. Sa créance est incertaine tant qu'on ne saura pas si la séparation de corps ou le divorce sera prononcé, et, néanmoins, la femme, en qualité de demanderesse, peut former l'action paulienne avant l'arrivée de la condition.

Mais il ne faudrait pas généraliser cette solution. Les rédacteurs du Code ont, sans doute, vu ici une disposition toute spéciale, qui s'explique tout naturellement par la nécessité de protéger la femme contre son mari. Dans une situation aussi défavorable pour elle, son mari pourrait, en effet, la ruiner, s'il avait le droit d'agir à l'abri de toute sanction, tant que le jugement de séparation ou de divorce ne serait pas rendu. Ne faut-il pas voir là une situation très exceptionnelle pour que le législateur ait cru nécessaire de la décrire ? Aussi ne devons-nous pas généraliser la disposition de l'article 243.

Nous n'aurons pas à faire les mêmes réserves pour l'action en déclaration de simulation. Celle-ci n'a d'autre but que de faire apparaître le gage des créanciers et de le conserver tel qu'il est réellement. Etant au premier chef une mesure conservatoire, elle pourra sans aucun doute être exercée par les créanciers sous condition suspensive, alors que ceux-ci n'ont pas, du

moins d'après l'opinion générale, le droit d'intenter l'action paulienne.

Cette solution est consacrée, en ces termes, par un jugement du tribunal civil de la Seine du 15 février 1894 (1) :

« L'action en déclaration de simulation ayant pour but, non pas de faire tomber d'une façon absolue les actes contre lesquels elle est dirigée, mais de leur restituer leur véritable caractère, peut, à la différence de l'action paulienne, qui n'appartient qu'à ceux auxquels l'acte attaqué cause un préjudice actuel, être exercée par tous ceux qui ont un intérêt, même simplement éventuel, à rétablir la vérité des faits et à déjouer par avance une fraude organisée en vue de l'avenir.

» En conséquence, celui qui l'exerce n'a besoin de justifier ni d'un titre exécutoire, ni même d'une créance actuelle, certaine, liquide et exigible, il lui suffit d'invoquer une créance éventuelle ou même une présomption sérieuse de créance ».

Elle aboutit à rétablir la réalité des faits, sans modifier, en définitive, la situation véritable du débiteur.

Mais s'il est permis de prendre *pendente conditione* des mesures conservatoires, un créancier conditionnel n'est pas autorisé à prendre, vis-à-vis des tiers, des mesures révocatoires.

(1) *Gazette du Palais*, 1894, 1, 258.

§ 2. — *Faut-il, pour l'exercice de ces actions, que la créance du demandeur soit antérieure à l'acte attaqué ?*

I. — L'étude des différences entre nos actions nous oblige à faire encore une distinction très importante entre deux autres groupes de créanciers : ceux qui sont antérieurs à l'acte frauduleux ou à l'acte fictif et ceux qui sont postérieurs. Les premiers sont les seuls qui puissent intenter l'action paulienne, tandis que l'action en déclaration de simulation est accordée même aux créanciers postérieurs, car ceux-ci peuvent toujours méconnaître une apparence, une illusion.

Dans l'action paulienne, on se trouve en face d'un débiteur, qui s'est réellement dépouillé d'une partie de ses biens : ce qui cause un véritable préjudice aux créanciers antérieurs à l'acte frauduleux. Ces derniers ont eu en effet un droit de gage sur l'élément de patrimoine, que le débiteur a cherché à leur soustraire et ils se trouvent lésés par cette disparition. Avant de contracter, ils avaient dû prendre en considération la fortune de leur débiteur. N'est-il pas juste que celui-ci ne puisse pas leur nuire impunément ? C'est, dans ces circonstances, que la loi leur permet, sous certaines conditions, d'exercer l'action paulienne.

Mais, nous ne pouvons pas faire le même raisonnement, au sujet des créanciers postérieurs à l'acte attaqué. Ceux-ci n'ont pu obliger le débiteur que sur les biens qui lui restaient. Les aliénations, antérieurement faites, sont complètement perdues pour eux : ils ne pourront donc pas faire annuler des actes de ce genre.

Une semblable distinction entre ces deux catégories de créanciers n'a plus besoin d'être faite, pour savoir à qui compète l'action en déclaration de simulation. Cette dernière a pour but de faire connaître la véritable consistance du gage commun. Or, le contrat, étant fictif, ne peut avoir pour résultat de modifier la fortune du débiteur, et celui-ci reste propriétaire des biens qu'il avait en apparence aliénés.

Par suite, ces biens continuent à former le gage de tous les créanciers, non seulement de ceux dont les créances remontent à une époque antérieure à l'acte simulé, mais encore de ceux dont les créances ont une date postérieure. Ces derniers, en fournissant la preuve de la simulation, établiront la situation exacte de la fortune du débiteur, comme ceux qui, antérieurement à l'acte simulé, avaient déjà des droits à exercer sur ce patrimoine.

Ainsi, lorsqu'un immeuble a été vendu, en apparence seulement par un débiteur, l'action en déclaration de simulation appartient à tous ses créanciers sans distinction, même à ceux qui sont postérieurs à la vente,

Un arrêt de la Cour de Lyon du 28 février 1884 (1) en explique clairement la raison en ces termes :

« Attendu qu'un tel acte peut être attaqué par les créanciers postérieurs aussi bien que par ceux qui lui sont antérieurs; qu'en effet, tous les biens qui appartiennent au débiteur sont le gage de tous ses créanciers, quelle que soit la date de leurs créances, puisque la simulation est une fraude dans le présent aussi bien que dans le passé; qu'une telle action a pour but, non pas en réalité de faire rentrer un bien dans le patrimoine du débiteur, mais plutôt de faire déclarer qu'il n'en est jamais sorti et qu'il existe toujours. »

Dans les hypothèses de ce genre, la fraude ne se remarque pas seulement dans le passé, elle est actuelle et flagrante. Il est, par suite, impossible d'empêcher les créanciers de saisir, dans le patrimoine de leur débiteur, un bien que celui-ci a cherché à leur dissimuler. On ne saurait en effet leur objecter qu'ils sont postérieurs à la simulation frauduleuse.

La jurisprudence nous fournit quelques espèces qui nous permettent de voir encore l'application de cette théorie. Le chiffre du loyer peut avoir été fictivement augmenté dans le but de léser les créanciers du preneur, en leur opposant le privilège du bailleur.

Le bail lui-même est entièrement fictif s'il est concerté

(1). S. 85, 2, 129

pour tromper les tiers qui viendraient à acquérir l'immeuble loué. Ainsi l'acheteur, qui espérait toucher seul tous les loyers, s'en trouve empêché par la présence d'un locataire principal, qui ne donne qu'une somme bien inférieure à l'ensemble des loyers ; mais l'acquéreur pourra écarter celui-ci, en démontrant que l'ancien propriétaire avait seul administré l'immeuble et toujours perçu les loyers de tous les prétendus sous-locataires.

Des créanciers, produisant dans un ordre, sont également recevables à attaquer, pour cause de simulation, un titre de créance antérieur à ceux dont ils sont porteurs. Ainsi, en vertu d'un arrêt du 20 mars 1832 (1), une collocation fut rejetée à la suite d'une contestation provenant d'un créancier postérieur et sur le motif que l'obligation souscrite était simulée.

De même, l'affectation hypothécaire, consentie en apparence pour la sûreté d'une ouverture de crédit, mais en réalité pour la garantie d'une dette préexistante, peut, lorsqu'une telle simulation, employée dans le but de masquer aux yeux des tiers l'état de gêne du débiteur, a eu pour effet de porter préjudice à ses autres créanciers, être annulée, sur la demande de ceux-ci, pour tout ce qui excède les sommes fournies depuis l'ouverture de crédit (2).

(1) S. 322, 1. 442.

(2) Cas, 14 déc. 1858. — S. 60, 1, 187. — D. 59, 1, 150.

C'est par des solutions de ce genre qu'un certain nombre d'arrêts repoussent la création d'une créance sans cause, qui absorberait contrairement à la vérité une partie du gage de quelques créanciers et signalent parfois à cette occasion le caractère opposé de l'action paulienne (1).

II. — Cependant, les auteurs et les arrêts n'ont pas toujours suffisamment fait la distinction.

Toullier dit, en effet (2) : « Si le débiteur, après avoir payé les créanciers qu'il avait eu le projet de frauder, empruntait, les nouveaux créanciers ne pourraient attaquer cet *acte*, qui n'aurait pas été fait à leur préjudice, à moins qu'ils n'eussent prêté pour payer les premiers créanciers et qu'ils n'eussent été subrogés dans leurs droits ».

On pourrait argumenter de ces expressions, *les nouveaux créanciers ne pourraient attaquer cet acte*, et conclure que les créanciers ne sont jamais recevables à intenter une action contre un acte antérieur.

Mais il est possible de répondre que dans ce passage Toullier traduisait la loi 10, § 1, au *Digeste quae in fraudem creditorum*, et qu'il a mal à propos donné une géné-

(1) Bourges, 14 août 1844, D., 46, 2, 225. — Bordeaux, 20 juillet 1848, D., 49, 2, 148. — Poitiers, 17 août 1854, D., 54, 2, 99. — Req. 16 mars 1887, S., 90, 1, 301. — Lyon, 2 déc. 1892, *Gaz. Pal.* 93, 1, 104. — Bordeaux, 4 juin 1896, *Pand. franc.*, 97, 2, 21.

(2) Toullier, tome 6, n° 351.

ralité à ce texte en substituant le mot *acte* au mot *aliénation*. D'ailleurs, ce titre même du Digeste nous indique quelle action le jurisconsulte a dû avoir en vue : ce ne pouvait être que l'action paulienne.

Néanmoins, pour éviter toute confusion entre les deux actions, qu'une fausse doctrine, en partant de là, a accréditée, Toullier eut mieux fait de garder l'expression romaine. Domat en a eu bien soin, lorsqu'il a dit : « Si le dessein de frauder n'est pas suivi de l'événement et de la perte effective des créanciers et que, par exemple, pendant qu'ils exercent leur action ou qu'ils veulent l'exercer, le débiteur les satisfasse par la vente de ses biens ou autrement, l'*aliénation* qui avait été faite à leur préjudice aura son effet, et si dans la suite il vient à emprunter, les nouveaux créanciers ne pourront pas révoquer cette *première aliénation*, qui n'avait pas été faite à leur préjudice. Mais, s'ils avaient prêté pour payer les premiers et que les deniers eussent été employés à ce paiement, ils pourraient révoquer l'*aliénation* faite avant leur créance (1).

Dans ce passage, Domat ne fait bien visiblement allusion qu'à l'action paulienne. Il est d'ailleurs inutile d'invoquer l'article 1167 pour trouver un fondement à l'action des créanciers postérieurs, qui veulent combattre une créance sans cause, un simple mensonge puisque nous avons l'action en déclaration de simulation.

(1) Domat, liv. 2, t. 10, sect. 1, n° 16.

Lorsqu'une aliénation a réellement eu lieu, serait-ce même à vil prix, elle ne peut ordinairement être considérée comme faite en fraude des créanciers futurs, tandis que la simulation est un procédé de fraude qui atteindra le plus souvent son résultat au préjudice des créanciers qui ont accepté des titres postérieurs aux obligations simulées. Aussi doit-il être permis à ceux-ci de méconnaître les actes fictifs de leur débiteur, même antérieurs à leurs créances. C'est là une différence caractéristique entre les deux actions que les auteurs auraient dû mettre plus en relief.

Merlin lui-même ne distingue pas à cet égard la simulation de la fraude et se contente de dire : « Tous les actes des débiteurs qui tendent à frauder leurs créanciers sont nuls par eux-mêmes, [ou plutôt ou pour parler plus juste peuvent, sur la demande de ceux-ci, être révoqués] (1) ». Et, à ce sujet, Merlin renvoie à l'article de son *Répertoire*, consacré à l'action révocatoire et à l'étude de l'article 1167 du Code civil.

La distinction a été encore faite d'une façon insuffisante dans un rapport que fit le conseiller Tripier, au sujet d'un arrêt de la Cour de Bourges, du 20 mars 1829, sur lequel la Cour suprême devait se prononcer.

Cet arrêt avait annulé, sur la demande des créanciers postérieurs, une obligation d'une date déjà ancienne, comme entachée de fraude et de simulation. Or, les

(1) Merlin, *Répertoire*, V. Créancier, III, 3°.

parties, pour se pourvoir en Cassation, se basaient sur l'article 1167, en vertu duquel on ne peut, avant d'être créancier, attaquer un acte consenti par son débiteur, et le conseiller Tripier dit, à ce sujet, dans son rapport, qu'on ne peut pas opposer comme exception contre l'action révocatoire la date postérieure des titres des créanciers.

« Cette fin de non recevoir, dit-il, n'est pas fondée. Des créanciers devraient-ils voir leur gage absorbé par une créance simulée sans être admis à opposer la simulation ! Une doctrine qui donnerait au mensonge la force de la vérité devrait-elle être suivie ? ».

Par suite, il eut semblé naturel de permettre aux créanciers, même postérieurs à l'acte simulé, d'en faire déclarer l'inexistence, de le faire annuler simplement parce qu'il manquait de consistance et de vie. Mais il n'était pas nécessaire pour cela de recourir à l'action paulienne.

C'est pourtant ce que l'on a fait. La Cour, après avoir entendu son rapporteur, a semblé croire avec lui que si on rejette l'application de l'article 1167, l'acte sera inattaquable. Écoutons, en effet, ce que Tripier ajoute :

« L'article 1167 doit-il être limité aux actes postérieurs aux titres des créanciers qui se plaignent de la fraude ? N'est-ce pas, au contraire, parce que ces actes priment les titres des légitimes créanciers, que ces derniers ont qualité et intérêt pour contester, soit l'hypothèque, soit la sincérité de ces créances apparentes. »

C'est pourquoi la Cour a anéanti l'acte, au nom de l'article 1167, comme *frauduleux et simulé*, alors que l'action en déclaration de simulation, fondée sur les principes généraux, aurait très bien suffi.

Plusieurs fois la jurisprudence a commis la même erreur. Examinant d'une façon trop superficielle les règles de l'action en simulation, elle n'en a pas laissé l'exercice aux créanciers postérieurs à un acte simulé. C'est qu'elle n'a pas assez tenu compte des différences entre les actes sérieux, faits dans le but de nuire aux créanciers, et ceux qui sont simplement frauduleux, à cause de leur caractère fictif.

Cette confusion se trouve signalée notamment dans un arrêt de la Cour de Toulouse (1), qui refuse aux créanciers le droit d'attaquer un acte du débiteur pour fraude et simulation, sous prétexte que leurs créances sont postérieures à l'acte incriminé. La Cour ne veut pas étendre hors de ses limites le droit conféré par l'article 1167 à des tiers. Aussi, elle n'admet pas les créanciers de l'un des stipulants à en provoquer l'annulation pour procurer une garantie utile à des créances qui n'existaient pas lors de la confection de l'acte. Cette solution serait très juste s'il s'agissait de l'action paulienne; mais elle ne l'est plus en ce qui concerne l'action en déclaration de simulation.

(1) Toulouse, 12 déc. 1837. — S., 38, 2. 500.

Voici, du reste, de quelle espèce il s'agissait. Un fils avait reçu de sa mère, par contrat de mariage, une somme de trois mille francs, exigible au décès de sa mère. Il cède cette somme à son père pour le prix de quinze cents francs payés comptant. Ayant entrepris ensuite le commerce, il fait de mauvaises affaires et tombe en faillite.

Les créanciers ont alors demandé la nullité de la cession comme entachée de fraude et de simulation. Ils formaient bien ici l'action en déclaration de simulation, car ils attaquaient l'acte de cession comme fictif et non pas seulement comme frauduleux à leur égard. De plus, cet acte ne déterminait nullement l'insolvabilité du débiteur.

Or, dans cette affaire, la Cour de Toulouse a appliqué les règles de l'action paulienne, en refusant aux créanciers le droit d'attaquer une cession semblable consentie par leur débiteur antérieurement à leurs titres de créances. La Cour s'autorise même de l'opinion adoptée par la jurisprudence et la plupart des auteurs. Elle ajoute que leur autorité ne saurait être affaiblie par un arrêt de la Cour de cassation du 20 mars 1832, auquel nous avons fait allusion plus haut, et qui, pour l'action paulienne, décide le contraire, en admettant les créanciers postérieurs à intenter l'action.

Cette dernière solution devait cependant l'emporter et fixer, au moins un certain temps, la jurisprudence. Aussi ce fut également en ce sens que fut rendu un ar-

rêt du 20 juillet 1848 (1) Mais c'est toujours l'article 1167 qui est invoqué, alors qu'il ne devrait être question que de simulation.

Il est bien dit dans les motifs que l'action d'un créancier sérieux contre un acte simulé et frauduleux ne saurait être arrêtée par l'antériorité de ce dernier, parce que des contrats simulés ne sont pas à proprement parler des contrats, ils n'en ont que l'apparence. Mais plus loin, cet arrêt traite l'acte simulé d'obligation entachée de dol et de fraude, et déclare en conséquence recevable *l'action révocatoire*, au lieu de faire une opposition entre celle-ci et l'action en déclaration de simulation, comme le font certains arrêts qui n'ont pas commis cette confusion.

Le 18 décembre 1849, la Cour de Nîmes a donné une solution analogue. Pour elle, « un créancier ne peut être admis à attaquer comme simulés les actes souscrits par son débiteur qu'autant qu'il justifie que sa créance est antérieure à ces actes » (2).

Cette décision tendrait à faire rentrer l'hypothèse d'une simulation parmi les espèces que le législateur a prévues dans l'article 1167.

Peu de temps après, le 2 février 1852, la Cour de cassation devait encore une fois commettre la même

(1) Bordeaux, 20 juillet 1848. S., 49, 2, 157.

(1) S. 50, 2, 164.

erreur et d'une façon encore plus grave (1). Voici dans quelles circonstances :

Un immeuble était loué à un négociant pour une durée de trente ans, à raison de trois mille francs par an. Pendant la durée du bail, le propriétaire vend cet immeuble ; puis le négociant tombe en faillite. Les acquéreurs pouvaient alors, en qualité de créanciers privilégiés, se faire admettre au passif pour le total de ce qui leur était dû.

Les créanciers de la faillite, représentés par leur syndic, prétendent que le bail est simulé, qu'il a été consenti, en prévision de la faillite dans le but de les frustrer d'une partie importante de l'actif. En conséquence, le syndic soutint qu'il n'y avait lieu d'admettre qu'une année de loyer en plus de l'année courante et que le privilège du bailleur ne pouvait s'étendre au delà. En outre, il appelait en garantie le vendeur signataire du bail.

Etant donné ces circonstances, comment la jurisprudence a-t-elle commis la confusion ?

Pour le comprendre nous devons faire tout d'abord une observation importante.

Jusqu'ici nous avons dit que l'action paulienne ne pouvait pas être intentée par les créanciers postérieurs à l'acte réel et frauduleux. Il convient cependant de

(1) S. 52, 1, 234.

faire une restriction. La jurisprudence admet en effet avec raison que l'action paulienne doit être accordée aux créanciers postérieurs à l'acte attaqué, lorsque la fraude a été spécialement organisée en vue de leur nuire.

Dans l'espèce, le Tribunal civil de Rennes, puis, après appel, la Cour de Rennes admirent la prétention des acquéreurs et rejetèrent la demande en garantie.

Contre ces deux chefs de l'arrêt, le syndic s'est pourvu en cassation.

La Cour Suprême conserva le privilège des acquéreurs, vu les circonstances du fait, parce qu'ils étaient des cessionnaires à titre onéreux qui ont acquis de bonne foi ; mais cassa l'arrêt des premiers juges sur le rejet de la demande en garantie formée contre le vendeur, parce que l'acte incriminé, bien qu'il soit antérieur aux titres des créanciers, était dirigé contre eux.

Cet arrêt a donc, d'une part, rejeté l'action paulienne contre le cessionnaire à titre onéreux de bonne foi. D'autre part, il en fait une application, en permettant aux créanciers postérieurs à la passation de l'acte attaqué. Comme le débiteur, en faisant cet acte, savait qu'il causerait préjudice à ses créanciers futurs, la fraude était certainement dirigée contre eux.

Dans l'espèce cependant, les loyers étant simplement inexistants, les syndics devaient exercer l'action en simulation et non l'action révocatoire, et les acquéreurs, malgré leur bonne foi, n'auraient pas dû se prévaloir

d'une apparence d'acte, par elle-même incapable de produire des effets.

Cependant la Cour de cassation s'est reportée dans cette arrêt aux règles de l'article 1167. Elle admet que les créanciers postérieurs aient le droit de faire tomber un acte de leur débiteur, quand celui-ci a eu l'intention frauduleuse de tromper ceux qui voudraient traiter ultérieurement avec lui. D'après cet arrêt, et même une jurisprudence plus récente (1), l'action paulienne est en effet possible en pareil cas

Mais il ne faut pas confondre deux hypothèses bien différentes : celle où, par exception, l'action révocatoire peut être intentée par les créanciers postérieurs et celle où, conformément aux principes généraux, ces mêmes créanciers peuvent faire déclarer un acte inexistant. C'est pourtant la confusion que la Cour de cassation a commise dans son arrêt du 2 février 1852.

M. Demolombe, qui fait la critique de cet arrêt, ne distingue pas non plus, selon nous, très nettement les deux hypothèses. D'après lui (2), pour qu'un acte puisse être attaqué par les créanciers postérieurs, il faut *que cet acte soit simulé et que les valeurs qui en font l'objet ne soient pas sorties du patrimoine du débiteur*. Par suite,

(1) Lyon, 21 nov. 91 et, sur appel, Lyon, 2 déc. 1892. *Gaz. Pal.*, 93, 1, 104. — Paris, 31 mars 1896, D. 96, 2, 280.

(2) Demolombe, t. 25, n° 235.

dans l'arrêt précédent, il eût été préférable de parler d'action en simulation.

Nous sommes de cet avis; mais ils ne faut pas conclure de là que les créanciers, postérieurs à un acte réel frauduleux, ne peuvent jamais l'attaquer; que, pour être annulé, l'acte fait pour les tromper doit être au moins en partie simulé. Si, dans l'espèce, la Cour de cassation eut mieux fait de permettre l'exercice d'une autre action; elle n'a pas, en revanche, méconnu certaines règles particulières de l'action révocatoire, qu'elle trace avec beaucoup d'exactitude.

D'autres arrêts ont statué dans le même sens, accordant aux créanciers postérieurs à l'acte le droit d'agir, dans les cas où le débiteur s'est proposé de leur enlever les garanties, sur lesquelles ils devaient compter. C'est contre eux que la fraude a été dirigée; on peut donc faire usage de l'adage : *fraus omnia corrumpit*. La bonne foi et l'équité ne permettent pas, en effet, de maintenir un acte qui leur est nuisible, surtout quand le débiteur a causé ce préjudice, à ses créanciers, dans l'intention de leur nuire. Ce dernier avait beau ignorer quelle personne serait victime, il savait du moins que quelqu'un serait atteint. *L'eventus damni* et le *consilium fraudis* se trouvent ainsi réalisés. Dans ces conditions, il est naturel que l'action paulienne puisse être intentée.

Si, par exemple, dans l'arrêt que nous avons en dernier lieu analysé, le bail, au lieu d'être fictif, eut été réel et fait dans le but de dépouiller pendant plusieurs

années, de leurs droits sur l'actif du locataire, ceux qui viendraient à contracter ultérieurement avec lui : alors ceux-ci eussent pu valablement intenter l'action paulienne, quelle que fut la date de leurs titres.

De même, si des aliénations avaient eu lieu en secret, de manière à conserver au disposant un crédit illusoire, une fausse apparence de solvabilité, et que ces aliénations ne soient pas fictives, mais sérieuses et réelles, ces actes ne pourraient être anéantis que d'après les règles de l'action paulienne. Mais il n'est pas nécessaire pour cela que les droits des créanciers soient antérieurs à l'acte attaqué. Il suffit que le débiteur ait voulu porter atteinte aux droits de ses créanciers à venir et leur ait en fait causé un préjudice.

Pourtant la jurisprudence décide, à l'égard d'un acte sérieux, demeuré secret dans le but de nuire aux créanciers postérieurs, que ceux-ci ne peuvent en demander l'annulation, quand cet acte a reçu toute la publicité légale par la transcription et par l'exécution qu'il a reçue (1).

Dans quelques autres espèces, il est parfois assez difficile de savoir si un créancier est antérieur ou non à un acte. Citons tout d'abord une hypothèse un peu délicate, où le doute n'est cependant pas possible.

Si une donation immobilière est considérée comme frauduleuse, les créanciers auront le droit de l'attaquer.

(1) Bourges, 14 août 1844, D. 46, 2, 225.

Mais faut-il que leurs titres de créances soient antérieurs à l'acte de donation lui-même ou seulement à la transcription ?

D'après la jurisprudence, l'action en révocation sera valablement formée si leurs titres sont seulement antérieurs à la transcription, puisque, à défaut de cette formalité, l'acte ne peut leur être opposé. Et la jurisprudence va plus loin. D'après elle, pour que la créance soit préexistante, il suffit que son principe et sa cause soient antérieurs à l'acte attaqué, quand bien même il aurait fallu un jugement postérieur pour en déclarer l'existence et l'étendue.

Ainsi, une personne ayant commis un délit ou un crime, cherche, par des aliénations frauduleuses, à se rendre insolvable, afin d'être hors d'état de répondre aux condamnations pécuniaires qui pourront être prononcées contre elle. Dans ce cas, sommes-nous en présence de créanciers postérieurs à l'acte frauduleux, qui tiendront leurs droits du jugement ou de l'arrêt de condamnation ?

En aucune façon, car les droits des créanciers proviennent du fait délictueux lui-même. Ces droits, antérieurs aux aliénations, ont simplement été constatés par le jugement ou l'arrêt qui a été rendu. Les créanciers seraient, au contraire, postérieurs aux aliénations frauduleuses, si elles avaient eu lieu avant la perpétration du délit.

Une application de cette théorie nous est donnée dans la *Gazette des Tribunaux* du 10 juin 1892. Un libraire avait édité un ouvrage, publié sous le nom d'un autre individu et contenant des imputations diffamatoires. Les deux personnes furent condamnées solidairement. En conséquence, le libraire solda non seulement sa part contributive, mais celle de son co-prévenu.

Or, celui-ci avait fait à ses enfants, peu avant le jugement, donation-partage de tous ses biens, moyennant une pension viagère incessible et insaisissable : il refusa par suite de payer. Le libraire demanda alors l'annulation de la condamnation, prétendant qu'elle avait été faite en vue d'échapper aux condamnations pécuniaires qui allaient être prononcées.

Donnant raison au libraire, le Tribunal civil de Nîmes, le 23 mai 1891, annule la donation-partage dans la mesure de la dette, en déclarant que ces biens seront considérés comme n'étant pas sortis du patrimoine du débiteur et qu'ils n'ont pas cessé d'être le gage du libraire : « Attendu qu'il n'est que trop manifeste que cet acte pour lequel le sieur X... faisait ainsi abdication complète de son patrimoine ne lui a été dicté dans les circonstances où il est intervenu, que par le désir d'échapper aux conséquences pécuniaires de poursuites, dont il redoutait le dénouement et pour rendre illusoires les actions qui pourraient être plus tard intentées contre lui ».

Nous trouvons une application de la même idée dans un arrêt de la Chambre des Requêtes (1). Une femme séparée de corps, à laquelle son mari doit une pension alimentaire, a le droit de faire révoquer une vente, que celui-ci a faite avant la demande en séparation ; car, par cette aliénation, le mari espérait échapper aux condamnations pécuniaires auxquelles devait nécessairement aboutir cette demande qui allait bientôt être formée, mais ne l'était pas encore.

Nous voyons par ces exemples que l'action paulienne peut quelquefois être formée par des créanciers postérieurs à l'acte frauduleux. Il n'en serait plus de même, si l'acte frauduleux était conclu *après l'introduction de l'instance*. Dans ce cas, le jugement rétroagissant au jour de la demande, la créance est en réalité antérieure à l'aliénation. Le jugement, qui intervient dans la suite, ne fait que constater l'existence de la créance. Nous rentrons alors dans la règle générale, en vertu de laquelle l'action paulienne est refusée aux créanciers postérieurs à l'aliénation. C'est, qu'en effet, ceux qui sont antérieurs sont ordinairement les seuls qu'on ait l'intention de frauder, les seuls aux droits desquels on ait causé un préjudice.

La même règle ne peut être établie pour l'action en déclaration de simulation. Nous ne saurions, en consé-

(1) Req. 5 janvier 1891. *Gaz. Pal.* 91, 1, 173.

quence, approuver un arrêt de la Cour de Toulouse, qui, dans le concours de deux ventes, ne permet pas à celui dont le titre est postérieur d'arguer la première vente de simulation (1).

Cette première vente, étant fictive, n'a pu transférer aucun droit au prétendu acquéreur, et le vendeur, demeuré propriétaire, avait le droit de transmettre à un tiers la propriété qu'il avait conservée. Ce dernier acquéreur avait intérêt et qualité pour arguer la première vente de simulation, car les créanciers, quelle que soit la date de leurs créances, ont toujours le droit de méconnaître un acte fictif de leur débiteur quand ils y ont intérêt. Jamais on ne pourra leur opposer un contrat qui n'a pas d'existence véritable.

Voici, du reste, en quels termes, un arrêt de la Cour de Grenoble signale la différence que l'on peut faire à ce point de vue entre ces deux actions :

« L'action en annulation qui dérive de l'article 1167 du Code civil, ayant pour base l'atteinte frauduleusement portée aux droits du créancier, est inopérante si ces droits sont postérieurs à l'acte lui-même et n'ont pu, par suite, en recevoir aucune atteinte.

Il en est autrement de l'action fondée sur la simulation dont l'acte serait entaché; cette action est recevable, lors même que la créance du demandeur serait postérieure à cet acte, puisqu'il peut soutenir qu'il a

(1) Toulouse, 28 déc, 21, — J. G. Rep. Lég. V, Vente, 141, n° 2.

légitimement accordé crédit, non à une situation purement apparente, mais au patrimoine réel de son débiteur » (1).

(1) Grenoble, 19 février 92, D. 93, 2, 475.

CHAPITRE IV

RÈGLES CONCERNANT LA PREUVE QUE LES CRÉANCIERS DOIVENT FOURNIR

§ 1. — *L'action paulienne et non l'action en simulation exige que l'acte incriminé ait causé ou augmenté l'insolvabilité du débiteur.*

Nous avons vu, à quelles conditions, il était possible aux créanciers de commencer à exercer une poursuite contre leur débiteur, soit en vertu de l'article 1167, soit pour cause de simulation. Mais, du moment qu'ils ont le droit d'exercer l'une ou l'autre de ces actions, leurs poursuites ne vont-elles pas maintenant présenter, dans l'un et l'autre cas, de grandes analogies ? Qu'importe, semble-t-il, qu'il s'agisse d'établir une simulation ou une fraude ? Où sera désormais l'intérêt de la distinction ?

Il est encore très grand, car la preuve à fournir dans les deux hypothèses n'est pas soumise aux mêmes règles. Ainsi les créanciers qui intentent l'action en simulation, n'auront pas, comme ceux qui exercent l'action paulienne, à établir que l'acte incriminé a causé

ou augmenté l'insolvabilité du débiteur.

Quand on a des raisons de supposer un acte entièrement fictif, toute la question se réduit à ceci : le bien aliéné est-il toujours dans le patrimoine du débiteur ? C'est le seul point en litige, et, si les juges répondent affirmativement, ils ont démontré que le bien se trouve aujourd'hui dans le patrimoine du débiteur, comme il s'y trouvait avant la confection de l'acte apparent. Il en résulte que les créanciers ont conservé sur ce bien, comme sur tous les autres, leur droit de gage.

Quand le déguisement disparaît, il n'est pas absolument exact de dire que la chose aliénée rentre pleinement dans les mains du débiteur. Elle sera considérée comme n'étant jamais sortie de son patrimoine. Elle est demeurée le gage commun des créanciers, sauf distribution entre eux, suivant les causes légitimes de préférence.

Si, par exemple, les créanciers veulent établir des dettes supposées, des quittances fictives, des loyers exagérés ou qu'un acte d'aliénation est fictif, il n'y a pas à tenir compte pour faire cette preuve de la solvabilité du débiteur, qui en matière de simulation est indifférente, puisqu'il ne s'agit pas d'annuler un acte. Dès lors, le bénéfice de discussion ne pourra être opposé aux créanciers.

L'action paulienne, au contraire, ne peut être intentée avec succès que si l'acte attaqué a déterminé ou aug-

menté l'insolvabilité du débiteur. Il faut que les créanciers aient réellement couru le risque de ne pas être payés et qu'ils le démontrent ; sans quoi, ils n'auraient pas de raison de faire tomber un acte, qui ne leur enlève pas toute garantie.

N'est-il pas évident, en effet, que le débiteur peut administrer sa fortune comme il l'entend, faire tous les actes qu'il juge à propos ? Tant qu'il garde une quantité de biens, suffisante pour désintéresser ses créanciers, ceux-ci n'ont aucun intérêt et par conséquent pas d'action, pour attaquer les actes que leur débiteur a pu faire.

Mais si de tels actes l'ont ruiné, la situation change, car le préjudice porté aux créanciers est hors de doute. C'est pourquoi les créanciers, pour intenter avec succès l'action paulienne, doivent prouver que les biens actuels de leur débiteur sont insuffisants à les désintéresser. Cette preuve se fera par la discussion des biens.

Remarquons qu'on n'applique pas ici les règles relatives à l'exception de discussion, dont peut se prévaloir la caution, en vertu des articles 2021 et 2023. Cette dernière exception est simplement dilatoire ; tandis que la discussion de l'action paulienne, étant un moyen de défense, une condition première de l'admissibilité de cette action, on n'est pas obligé d'indiquer les biens qui doivent en être l'objet ni d'en avancer les frais.

On admet cependant que la faillite et la déconfiture

font présumer l'insolvabilité. A quoi bon démontrer ce qui est évident ?

Un arrêt de la Cour de Bordeaux résume en ces termes l'opposition que nous venons de faire entre nos deux actions et rappelle en même temps la distinction que nous avons indiquée dans notre chapitre précédent :

« A la différence de l'action paulienne proprement dite, l'action en déclaration de simulation peut être exercée par les créanciers, même postérieurs aux actes prétendus simulés, et sans qu'ils aient à justifier que ces actes ont eu pour conséquence l'insolvabilité du débiteur » (1).

§ 2. — *Pour l'exercice de l'action en simulation, le créancier n'a pas besoin de prouver que l'acte a été fait en fraude de ses droits.*

La fraude exigée de l'article 1167, pour qu'il soit possible aux créanciers d'attaquer les actes de leur débiteur, n'est pas constituée seulement par le préjudice causé à leurs droits : il faut en outre que le débiteur ait eu conscience de porter ce préjudice. Cette double condition est énergiquement résumée dans ces deux

(1) Bordeaux, 5 mars 1896. *Recueil des arrêts de la Cour de Bordeaux* p. 241.

termes : *consilium* et *eventus*. Ces principes résultent du Digeste et l'équité les impose.

Il ne suffit donc pas, pour légitimer une réclamation de la part des créanciers, que l'acte du débiteur ait été pour eux la cause de leur ruine complète ou simplement l'origine d'une perte sérieuse ; il faut encore que ce préjudice leur ait été infligé en toute connaissance de cause, avec une intention malveillante, de mauvaise foi.

Ainsi, pour être en présence d'une fraude réellement organisée, il faut joindre au préjudice un autre élément, la volonté de nuire (1), le *consilium fraudis*. La preuve de ce deuxième élément incombe, comme le premier, aux créanciers qui intentent l'action révocatoire.

A l'inverse, ceux qui exercent l'action en déclaration de simulation n'ont encore ici aucune preuve de ce genre à établir.

Une telle action a pour but de faire apparaître la véritable consistance du gage commun. « Cette constatation, dit M. Huc, présente un caractère principalement conservatoire ; donc, à la différence de ce qui a lieu pour l'action paulienne, elle pourra être poursuivie sans qu'il soit nécessaire d'établir au préalable l'insolvabilité du débiteur. De plus, *les créanciers n'ont pas besoin*

(1) La conscience d'avoir créé ou augmenté l'insolvabilité suffit.

de démontrer la fraude, le simple préjudice suffit (1) ».

C'est que l'acte simulé en soi n'est pas absolument réprouvé par la loi. Il peut même au début n'avoir pas été organisé en vue de causer préjudice aux créanciers. Cependant ceux-ci auront le droit de faire tomber une apparence mensongère, par exemple un acte qui ne transfère pas réellement la propriété. Leur désir d'éviter une perte en rétablissant la vérité est légitime et constitue un intérêt suffisant. Sans avoir besoin d'invoquer aucune fraude, ils font usage de la maxime : *plus valet quod agitur quam quod simulatur*.

Ainsi une personne simule la vente d'un de ses immeubles. Elle n'avait pas de dettes et, bien loin de chercher à nuire à ses créanciers futurs, elle se proposait simplement de donner du crédit à un acheteur fictif. Dans cette espèce, la mauvaise foi, l'intention frauduleuse, le *consilium fraudis* a fait défaut.

Supposons même que le demandeur, envers lequel cette personne s'est obligée dans la suite, en convienne, l'exercice de l'action en déclaration de simulation ne sera pas pour cela rendue impossible. Sans doute, aucun des éléments de la fraude ne se rencontre ici ; mais il est toujours permis aux créanciers, quand ils y ont intérêt, de méconnaître l'apparence matérielle d'un acte, de faire tomber un contrat purement fictif pour

(1) *Huc*, t. 7, n° 231.

reconstituer le patrimoine de leur débiteur et reconnaître le droit de gage, qui n'a jamais cessé de leur appartenir.

Du reste, la mauvaise foi, le *consilium fraudis* existe ordinairement le jour où l'auteur de l'acte s'est engagé envers ses créanciers, sans faire cesser la simulation. Les actes fictifs, inoffensifs en eux-mêmes, peuvent, en effet, *ex post facto*, se trouver avoir été faits en vue d'éluder la loi. Et c'est précisément ce qui arrive lorsqu'une personne, espérant, grâce à la simulation, avoir mis ses biens à l'abri de toute poursuite, contracte de nouvelles dettes. Elle peut alors vouloir élucider les articles 2092 et 2093 du Code civil. Mais, en tout cas, il n'est pas nécessaire de faire la preuve spéciale de l'intention frauduleuse, du moment qu'elle n'existait pas au moment de la passation de l'acte.

Le plus souvent, d'ailleurs, la simulation constitue une fraude organisée contre les créanciers futurs aussi bien que contre les créanciers présents. Dès le moment où il feint un contrat, le débiteur espère habituellement échapper aux nouveaux engagements auxquels il va bientôt être soumis et se dérober à l'exécution de ceux dont il est déjà tenu. La simulation serait alors une des variétés de la fraude : elle en différerait comme l'espèce diffère du genre.

Par suite, ne devrions-nous pas considérer l'acte fictif comme ayant le même but et le même effet qu'un acte sérieux ? Ils tendent tous deux à dépouiller défini-

tivement les créanciers de tout ou partie du gage que la loi leur attribue; mais nous ne croyons pas devoir pousser l'assimilation trop loin, car la fraude est souvent plus dangereuse pour les créanciers dans un acte sérieux.

Si, par exemple, une donation est faite avec réserve de l'usufruit ou de l'administration au profit du donateur, celui-ci semble, aux yeux de tous, rester propriétaire. Il peut ainsi être complètement ruiné et conserver tout son crédit dans ses relations anciennes ou nouvelles avec ses créanciers.

Que l'aliénation au lieu d'être réelle soit fictive, le dépouillement apparent de la propriété fera passer la possession sur une nouvelle tête. Par suite, le débiteur ne jouira plus du même crédit.

Dans l'une et l'autre de ces deux hypothèses il y a une fraude qu'il importe de réprimer, soit qu'elle tienne au fond même des choses, soit qu'elle se produise seulement dans la forme.

Or, le succès de l'action paulienne est subordonné à un plus grand nombre de conditions. Le créancier ne pourra même pas toujours démontrer que le débiteur a consciemment voulu se rendre insolvable. On peut exiger de lui qu'il prouve l'existence de sa créance par un écrit ayant date certaine, car, nous l'avons vu, il ne peut en thèse générale attaquer comme faits en fraude de ses droits, les actes passés par son débiteur antérieurement à l'époque où il est devenu créancier. Et si

la date de sa créance est antérieure à celle du titre, si, par exemple, une créance existait, dans son principe, antérieurement au jugement qui la constate et avant l'acte frauduleux, c'est encore⁸ au créancier qu'il appartient d'en faire la preuve.

Toutes ces règles sur la preuve de l'antériorité de la créance sont inapplicables au cas où l'acte est simplement attaqué comme simulé. L'action en déclaration de simulation, que les créanciers peuvent former, n'est pas gênée par autant d'obstacles. Sa plus grande facilité provient de ce qu'il ne s'agit point de priver le débiteur du bénéfice de son contrat. Les tiers ont alors toujours le droit de méconnaître un acte qui n'est pas sérieux, et il leur suffit pour cela de prouver la simulation.

On ne peut rien objecter aux créanciers qui refusent à bon droit de reconnaître à un acte une existence véritable. Ainsi, lorsqu'ils veulent faire déclarer fictive une aliénation d'immeuble, grevé de privilèges et d'hypothèques, on ne peut même pas leur opposer comme fin de non-recevoir la faculté de surenchérir, qui leur appartient en vertu des articles 2185 et 2186.

Mais ce qui caractérise principalement l'action en simulation, c'est que la preuve de l'intention frauduleuse et celle de l'insolvabilité du débiteur ne sont pas, comme pour l'action paulienne, une condition essentielle de son exercice.

§ 3. — *Les créanciers peuvent exercer l'action en simulation en vertu de l'article 1166, ils seront alors soumis aux mêmes règles de preuve que les parties contractantes.*

Il suffit, pour annihiler les actes fictifs, d'en faire apparaître le vrai caractère. A cet effet, les créanciers peuvent se servir de tous les moyens de preuve, tandis que les parties doivent apporter un écrit.

Pourquoi, à la différence de ce que l'on exige de ces dernières, une telle facilité est-elle accordée aux tiers ?

C'est que les créanciers n'ont pu se procurer aussi facilement que les contractants la preuve littérale de la simulation. Ils ont donc le droit, pour établir les faits justificatifs de leur demande, de recourir aux témoignages et aux présomptions, tandis que le débiteur doit présenter tout au moins un commencement de preuve par écrit pour obtenir un jugement déclarant un acte fictif.

Les parties peuvent, en effet, exercer l'action en simulation. C'est là encore un de ses caractères propres qui la distingue de l'action paulienne. Celle-ci ne peut être exercée que par les créanciers, l'autre appartient à tous les intéressés, même à ceux qui ont conclu la convention simulée ou à leurs héritiers, car, au regard de tous, les contrats fictifs ne produisent aucun effet. Rien ne peut empêcher le retour à la vérité. La foi attachée aux actes authentiques, en ce qui regarde la sincérité des

faits juridiques qui y sont rapportés, n'empêche même pas d'attaquer ces actes pour simulation. Les contractants n'ayant pas entendu s'obliger, leur intention doit être recherchée et leur volonté respectée. Dans ces conditions, n'est-il pas naturel que ceux qui ont conclu de pareils contrats soient admis à demander à la justice d'en déclarer l'inexistence ?

En poussant plus loin l'étude de cette différence entre nos deux actions, nous aboutissons à une conclusion qui dérive naturellement pour l'action en simulation de ce caractère particulier. Puisque le débiteur a le droit de faire constater que tel contrat est purement fictif, les créanciers en agissant en son nom ont, en vertu de l'article 1166, le même droit.

Mais il faut bien distinguer cette action oblique de celle que les créanciers peuvent exercer en leur propre nom et dont il a été question jusqu'ici. Cette dernière étant directe leur est plus avantageuse. L'autre ne leur est guère d'une grande utilité. Ils ont, en effet, un double intérêt à agir directement et commettraient même une grave imprudence à prendre, en vertu de l'article 1166, la place de leur débiteur.

Tout d'abord, en exerçant l'action indirecte, les créanciers devront la plupart du temps, comme le débiteur lui-même, avoir un commencement de preuve par écrit. Cette règle souffre seulement une exception quand les parties peuvent établir la simulation autrement. C'est ce qui arrive notamment lorsqu'elle a pour but une

fraude à la loi et que le consentement a été vicié : par exemple s'il a été extorqué par la violence ou surpris par dol. Au contraire, par l'action directe, les créanciers exercent un droit personnel et pourront toujours prouver la simulation par tous les moyens possibles, même par la preuve testimoniale ou de simples présomptions, c'est-à-dire en se servant de moyens de défense, que le débiteur n'a le droit d'employer que dans des circonstances exceptionnelles.

En second lieu, si l'action des créanciers était fondée sur l'article 1166, elle pourrait être repoussée par toutes les exceptions qui auraient pu être opposées au débiteur lui-même, puisqu'ils agissent au nom de ce dernier. Mais une action directe, distincte de celle que peut leur fournir l'article 1166, existe à leur profit et les met à l'abri de ce danger. Cette action directe leur est indispensable pour les protéger d'une façon efficace. Sans elle, leurs droits seraient bien souvent sacrifiés. Aussi, son existence n'est-elle pas sérieusement contestée.

Cependant, quelques auteurs font des réserves sur les conditions de son exercice. C'est ainsi que M. Larombière (1) ne confère l'action en simulation aux créanciers que s'ils peuvent prouver la fraude. Ceux-ci, en l'absence de toute allégation de fraude, n'agiraient pas en leur nom personnel et ne feraient qu'exercer les droits et

(1) Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, art. 1167, n° 63.

actions de leur débiteur. Mais, sous réserve de cette condition, apportée à l'exercice de l'action directe, ils peuvent à leur choix former celle-ci où agir en vertu de l'article 1166.

Nous pouvons répondre à cette théorie que nous ne voyons pas la nécessité d'exiger dans le premier cas une preuve de ce genre. Quand les créanciers sont admis à se plaindre en leur propre nom de la simulation, c'est qu'elle leur porte préjudice en modifiant apparemment leur gage. N'ont-ils pas, en effet, en présence ou en l'absence d'intention frauduleuse, un droit propre et direct sur tous les biens du débiteur, notamment sur celui qui a fait l'objet de l'acte fictif. Les articles 2092 et 2093, qui sont la base de ce droit de gage général, leur donne par cela même une action destinée à faire reconnaître leurs droits sur ces biens. Sans ces dispositions, les créanciers chirographaires ne pourraient, d'après les principes du droit commun, critiquer les actes de leur débiteur, qu'autant que ces actes présentent les conditions exigées pour l'exercice de l'action paulienne. Mais ce n'est pas dans l'article 1167 que les créanciers puisent leur droit de gage général, puisqu'il est consacré ailleurs par deux dispositions du Code civil.

Pourtant cette dernière doctrine que nous défendons, n'a pas été universellement admise. La doctrine contraire, en vertu de laquelle l'action en simulation aurait sa source dans l'article 1167, a été formulée par quelques auteurs et quelquefois même par la jurisprudence.

C'est ainsi, d'après M. Demolombe, « qu'il importe de distinguer *l'action paulienne proprement dite* d'avec l'action en déclaration de simulation ». Elles découleraient toutes deux de la disposition de ce texte. Aussi, selon le même auteur, « les créanciers seraient fondés à agir au nom de leur débiteur, en vertu de l'article 1166, autant qu'en leur nom personnel, en vertu de l'article 1167 (1) ».

Nous pouvons signaler la même confusion, quoique en termes moins formels, dans un arrêt de la Chambre des requêtes :

« Attendu que, s'il est vrai qu'en principe général la preuve de la fraude est, comme celle du préjudice, la condition essentielle de l'action que l'article 1167 ouvre au créancier, qui se dit lésé par les actes de son débiteur ; cette condition ne saurait être exigée lorsqu'au lieu de s'attaquer à des actes réguliers et qui seraient obligatoires pour les créanciers, comme pour les parties qui les ont souscrits, s'ils n'avaient été déterminés par l'intention de frauder ses droits et d'en paralyser l'exercice, le créancier se borne à repousser les actes qu'on lui oppose en soutenant qu'ils sont simulés (2) ».

Si nous voyons encore ici la jurisprudence faire dériver l'action en simulation de l'article 1167, ce n'est plus, comme dans notre chapitre précédent, en permettant

(1) Demolombe, t. 25, n° 235.

(2) Req. 25 juillet 1864, S. 64, 1, 452.

aux créanciers d'intenter l'une ou l'autre de ces actions, quelle que soit la date de leurs créances. Ici, c'est à un autre point de vue que la confusion a été faite.

Cependant, on est d'accord pour reconnaître que si l'action en simulation dérive de l'article 1167, elle est soumise à des règles spéciales, notamment en ce qui concerne la preuve de l'insolvabilité et de la fraude. Il faudrait dire que, par exception, cette preuve n'a pas toujours besoin d'être faite. Ce serait, dit M. Baudry-Lacantinerie, « une action paulienne anormale (1) ».

Il résulte d'ailleurs bien nettement du texte de l'arrêt que nous venons de rappeler, que loin d'exiger la fraude, la Cour de cassation n'en fait pas une condition essentielle de l'action en simulation. D'après un autre arrêt de la Cour de cassation, l'article 1167 n'est applicable qu'aux seuls actes destinés, dans la commune intention des parties, à recevoir une exécution conforme aux énonciations qu'ils renferment. D'autre part, les dispositions de cet article ne sauraient être invoquées, alors qu'il s'agit d'actes fictifs, qui n'ont d'autre but que de tromper par leur apparence mensongère ceux à qui ils pourraient être opposés (2).

On peut donc éviter les difficultés de cette assimilation, en se dispensant de recourir à la disposition de

(1) Baudry-Lacantinerie et Borde, *Des Obligations*, t. 1, n° 736.

(2) Cass. 16 mars 1887, S. 90, 1, 301.

l'article 1167, pour assigner un fondement à l'action en simulation. L'existence de celle-ci est suffisamment établie par les articles 2092 et 2093. Si tous les biens quelconques d'une personne, meubles ou immeubles, présents ou à venir, sont le gage commun de ses créanciers, ils continuent d'en faire partie, tant qu'ils restent dans le patrimoine du débiteur et celui-ci ne peut opposer des actes simulés, qui n'ont réellement rien changé à sa fortune. Pour faire constater que leur droit de gage porte sur ces biens, les créanciers ont, à leur disposition, mieux qu'une action indirecte, qui constitue, nous l'avons vu, une voie peu sûre.

CHAPITRE V

SITUATION DES SOUS-ACQUÉREURS

§ 1. — *L'action paulienne peut-elle réussir contre un tiers de bonne foi ?*

Pour exercer l'action paulienne, l'intention frauduleuse du débiteur est-elle la seule que les créanciers aient besoin de rechercher ? Ne doivent-ils pas également établir la complicité du tiers, entre les mains duquel se trouve le bien aliéné ?

Sur ce point, la jurisprudence (1), et la doctrine sont unanimes à reconnaître qu'il faut faire une distinction, suivant que l'acte est à titre onéreux ou à titre gratuit. Lorsque la chose a été acquise à titre onéreux, l'action ne peut aboutir que si le premier acquéreur est de mauvaise foi, c'est-à-dire s'il a connaissance de l'intention frauduleuse de son co-contractant.

Mais il arrive parfois que le bien ait déjà circulé et se trouve entre les mains d'un sous-acquéreur, lorsque

(1) Cass., 2 fév. 52, D., 52, 1, 49.

les créanciers intentent l'action. On applique alors à ce dernier la même distinction qu'à l'ayant-cause immédiat du débiteur. L'action paulienne est dirigée, suivant les mêmes principes, contre l'un aussi bien que contre l'autre. Et par sous-acquéreur, il faut entendre non seulement celui auquel la propriété a été transférée, mais encore tous ceux auxquels de simples droits réels, des démembrements de la propriété, tels qu'un usufruit ou une hypothèque, ont été concédés. Deux situations peuvent donc se présenter.

Tout d'abord, les conditions d'exercice de l'action révocatoire peuvent se trouver réunies en la personne du premier acquéreur. Ainsi, le débiteur a vendu un immeuble en fraude des droits de ses créanciers à quelqu'un qui ignorait cette fraude. L'acheteur, devenant dans ce cas propriétaire incommutable, il est clair que les sous acquéreurs, auxquels il transmettra lui-même la propriété du bien, ne pourront pas être inquiétés.

Supposons maintenant que l'action soit ouverte aux créanciers contre le premier acquéreur à titre onéreux, mais que celui-ci ait transmis la chose à un autre. L'action réussira contre ce dernier, si ayant acquis à titre onéreux, il a participé à la fraude. Mais le second acheteur est souvent de bonne foi ; il doit alors être traité comme s'il avait acheté le bien directement au débiteur.

Cette théorie est d'ailleurs presque universellement

admise. On lui adresse cependant une critique. On fait remarquer que l'action paulienne devient souvent illusoire, s'il suffit qu'un complice du débiteur, pour priver les créanciers de tout recours, revende le bien à un tiers de bonne foi, ou tout au moins à un individu, dont on ne pourrait pas prouver la mauvaise foi.

Cette considération semble fort juste. Pourtant, le tiers sous-acquéreur est tout aussi digne d'intérêt, sinon davantage, que les créanciers fraudés. Celui-là n'a commis en effet aucune imprudence ; il n'a fait qu'user de son droit, en contractant avec une personne, ayant pleine capacité de contracter. Les autres doivent au contraire se reprocher de ne pas avoir exigé du débiteur des garanties particulières. D'ailleurs, si l'intérêt est égal, ne faut-il pas dire : *In pari causa, melior est causa possidentis*.

Si au contraire le sous-acquéreur a acquis à titre gratuit, les créanciers n'ont pas besoin de rechercher sa mauvaise foi, pour agir en vertu de l'article 1167. Un donataire, même innocent de tout soupçon de fraude, est moins intéressant que les créanciers, qui *certant de damno vitando* ; tandis que lui *certat de lucro capiendo*. La défaite du donateur aura pour résultat non pas de lui faire subir une perte, mais de le priver d'un gain. Aussi, la solution ne change pas ; lorsque nous sommes en présence d'un sous-acquéreur à titre gratuit qui, n'ayant pas traité avec le débiteur, est absolument étranger à tous les agissements de celui-ci.

Telles sont les deux situations que nous devions envisager. Pour justifier les solutions, que l'on donne habituellement en cette matière et que nous venons de rappeler, quelques auteurs emploient un argument très simple et qui, au premier abord, semble décisif. Ils disent qu'on ne peut transférer plus de droits qu'on en a. Ainsi, au cas d'une vente annulable pour erreur ou dol, la bonne foi des tiers ne les sauve pas des conséquences de la nullité, prononcée contre leur auteur. De même ici, dira-t-on, le premier acquéreur qui a traité avec le débiteur, n'ayant qu'un droit sujet à annulation, ce droit ne peut se transformer par une simple transmission et reste annulable sans qu'il y ait lieu de s'inquiéter de la situation personnelle du second acquéreur.

Telle était l'opinion de M. Duvergier (1) ; mais MM. Aubry et Rau, qui, dans la deuxième édition de leur ouvrage (2), admettaient la même théorie, en se fondant sur la règle, *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientes*, sont revenus depuis à la doctrine traditionnelle, en reconnaissant que cette règle ne s'applique pas à l'action paulienne (3).

C'est qu'en effet ce serait faire de l'action paulienne une action en nullité ou en rescision et alors le contrat

(1) Sur Toullier, t. III, n° 152, note I.

(2) Tome II, § 313, note 25.

(3) Tome IV, § 313, texte n° 2 et note 24.

devrait tomber entièrement et à l'égard de tout le monde. Au lieu de cela, l'acte attaqué ne continue pas moins à produire des effets à l'égard des parties contractantes. Il est seulement considéré comme non venu, dans les rapports entre les créanciers fraudés et le tiers défendeur.

Ce dernier est simplement tenu d'une obligation personnelle résultant soit du quasi-délit de participation à la fraude, soit du principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, et cette obligation est sanctionnée par l'action paulienne, qui est une action en réparation d'un préjudice subi.

§ 2. — *Le sous-acquéreur de bonne foi peut-il être poursuivi par l'action en simulation ?*

La même question se pose en ce qui concerne les tiers qui ont participé à l'acte simulé et nous devons aussi nous demander quel effet produit l'admission de la demande en simulation à l'encontre du sous-acquéreur de bonne foi, à qui l'acquéreur apparent a sérieusement concédé des droits réels sur l'immeuble qui n'a pas cessé d'appartenir au débiteur.

En cette matière, il n'est pas nécessaire de faire des distinctions entre l'acte gratuit et l'acte onéreux, ni de rechercher comme cela est nécessaire pour l'action

révocatoire si celui qui a traité avec le débiteur était de bonne ou de mauvaise foi.

Sans doute, l'acquéreur fictif sera le plus souvent un individu complaisant, qui cherchera à faciliter au débiteur le genre de fraude médité, pour lui permettre de soustraire tout ou partie de son actif aux poursuites de ses créanciers. La simulation suppose généralement l'accord des deux parties. Mais parfois cette intention frauduleuse pourrait très bien ne pas exister chez l'une d'elles. Par exemple, telle personne qui ne consentirait pas à jouer le rôle peu délicat d'acheteur fictif, se croyant légataire, recevra sans difficulté un bien de son ami.

Peu importe, du reste, que l'acquéreur fictif ait participé à la fraude ou non : la situation serait la même pour lui. L'acte n'étant qu'une apparence doit disparaître, car les créanciers ne peuvent être obligés de subir une diminution de leur gage par l'effet d'un acte qui ne correspond à aucune réalité. On n'aura donc pas à rechercher si celui qui a traité avec le débiteur était acquéreur à titre onéreux ou à titre gratuit. Ne devons-nous pas à plus forte raison faire le même raisonnement à l'égard des sous-acquéreurs? Vont-ils être inquiétés par le jugement, qui admet l'action en déclaration de simulation? Quel sort cette action va-t-elle leur faire subir?

D'après une première opinion, lorsqu'un acte est déclaré simulé, son inexistence est opposable aux tiers

et entraîne la nullité de tous les actes postérieurs. Supposons que le propriétaire d'un immeuble en simule la vente au profit d'un tiers, qui le revend à un sous-acquéreur de bonne foi. Plus tard, sur la demande d'un créancier du vendeur apparent, un jugement constate le caractère fictif de la première de ces aliénations. Celle-ci sera considérée comme n'ayant jamais eu lieu, et, par suite, le premier acquéreur n'aura jamais été propriétaire. S'ensuit-il que le sous-acquéreur, qui croyait traiter avec le véritable propriétaire, sera inquiété dans son acquisition et que tous ses droits devront tomber en vertu de la maxime : *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*, et par application de l'article 2125 ?

On a prétendu, en effet, que tel devait être le sort des sous-acquéreurs. Le droit de leur auteur tombant par la preuve de la simulation, leur droit ne saurait avoir plus de force, et, par conséquent, doit tomber sans qu'il y ait lieu de faire une différence entre le sous-acquéreur à titre onéreux ou à titre gratuit, de bonne ou de mauvaise foi.

C'est notamment l'opinion de M. Laurent (1). Pour cet auteur, le concédant n'ayant rien reçu par l'effet de l'acte simulé, ne peut rien conférer aux tiers : « Un acte simulé, dit-il, ne donne aucun droit à celui au profit

(1) Laurent, t. 16, n° 499.

duquel il est souscrit et comment celui qui n'a aucun droit sur une chose pourrait-il transmettre à des tiers des droits qu'il n'a point ? ».

A l'appui de cette théorie, on peut citer un arrêt confirmatif de la Cour de Pau (2), aux termes duquel les tiers cessionnaires d'un contrat simulé ne peuvent pas invoquer leur bonne foi, parce qu'ils représentent le cédant et qu'on peut leur opposer les vices du contrat de leur auteur.

Mais, dans cette espèce, le cessionnaire n'ignorait pas le caractère fictif de la créance qui lui avait été cédée et l'on peut très bien admettre que les tiers de mauvaise foi peuvent souffrir de l'annulation de l'acte simulé. N'est-il pas juste que les créanciers l'emportent sur des sous-acquéreurs qui auraient connu la simulation et s'en seraient en somme rendus complices ?

Pour les sous-acquéreurs de bonne foi, cette solution est fort douteuse. Sans doute, pour reprendre l'argument de M. Laurent, le droit français admet, d'une façon tout aussi large que le droit romain, la maxime : *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet*, en vertu de laquelle toute révocation de propriété s'opère d'une manière rétroactive. Or, ici, le concédant n'étant pas propriétaire ne peut rien, semble-t-il, conférer au tiers en toute sécurité sur les biens qui ont fait l'objet d'un acte simulé.

(2) Pau, 9 fév. 1824, D. Rep., V. Obligations, n° 1046, n° 1.

Mais il faut supposer, pour l'application de cette théorie, une lutte entre le débiteur et son ayant-cause immédiat et apparent. La situation n'est pas aussi simple dans l'espèce que nous envisageons, car le véritable propriétaire lui-même, en feignant de vendre sa chose à un tiers, a présenté au public cet acheteur simulé comme son véritable successeur et l'a autorisé en cette qualité à disposer de sa chose. C'est dans ces conditions que les tiers ont traité de bonne foi avec cet acheteur apparent. Ne doivent-ils pas être considérés comme ayant sérieusement contracté avec le vrai propriétaire? Ayant ignoré la qualité de prête-nom de celui qui s'est présenté à eux non comme mandataire mais en son nom personnel, ils ont le droit de le tenir pour maître de l'affaire et de ne connaître que lui seul. C'est ainsi qu'il a été décidé que la simulation d'une première vente ne saurait être opposée par un second acquéreur au tiers qui a acquis de bonne foi du premier acquéreur (1).

Nous ne partageons donc pas l'opinion de M Laurent, car elle ne tient pas assez compte, à notre avis, de la situation des sous-acquéreurs par rapport à l'acte simulé. Ceux-ci sont évidemment des tiers par rapport aux parties contractantes, et comme tels, lorsqu'on viendra leur opposer la simulation, ils seront parfaitement en droit d'invoquer la protection de l'article 1321 ainsi conçu : « Les contre-lettres ne peuvent avoir leur

(1) Toulouse, 28 déc. 21. D. Rep., V. Vente, n° 141.

effet qu'entre les parties contractantes : elles n'ont point d'effet contre les tiers ».

Ils peuvent, par conséquent, repousser l'application de la contre-lettre qu'ils ont ignorée, puisqu'elle ne leur est pas opposable. Cet article s'exprime d'ailleurs dans les termes les plus généraux et tend à donner pleine satisfaction aux tiers de bonne foi, pour favoriser les relations de la vie sociale, sans qu'ils aient à redouter les effets des contre-lettres.

La jurisprudence a appliqué cette solution dans une hypothèse où un acheteur fictif avait consenti une hypothèque à un prêteur de bonne foi. L'annulation de la vente ne porte pas atteinte à l'hypothèque constituée et le prêteur de bonne foi peut l'opposer aux créanciers de l'emprunteur : « Considérant, dit l'arrêt (1), qu'il n'est ni établi ni même allégué que les intervenants aient eu connaissance de la simulation de ladite vente, qu'il y a eu dès lors, au moment où l'hypothèque a été consentie, titre apparent de propriété au nom de l'emprunteur et bonne foi de la part des prêteurs.

» Que si l'article 1167 du Code civil confère à tout créancier la faculté d'attaquer, en son nom personnel, les actes faits par son débiteur en fraude de ses droits, il n'est pas dit que ce soit sans égards aux intérêts des tiers étrangers à la fraude. »

(1) Orléans, 10 février 76, — S., 76, 2, 321; D., 77, 2, 113.

A plusieurs reprises, dans cet arrêt, la Cour d'Orléans parle indifféremment de l'acte comme frauduleux ou comme simulé. Sur ce point spécial, nous donnerions en effet la même solution pour ces deux catégories d'actes, que nous nous sommes jusqu'ici efforcés de distinguer.

L'action paulienne n'est donnée en effet contre les sous-acquéreurs à titre onéreux qu'autant qu'ils sont personnellement de mauvaise foi et qu'ils tiennent leurs droits d'un acquéreur soumis à cette action. La même règle est applicable aux créanciers hypothécaires de ce dernier.

Quant aux acquéreurs de bonne foi, qui tiennent leur droit de propriété ou un démembrement de ce droit d'un propriétaire fictif, leur situation est identique.

L'intérêt de la distinction entre ces deux catégories de sous-acquéreurs est donc purement théorique. Néanmoins, la jurisprudence aurait dû éviter cette confusion.

Dans l'espèce citée par notre arrêt, on peut aussi trouver singulier que les créanciers soient fraudés sans remède, dès que le bien arrive entre les mains d'un tiers de bonne foi. Les créanciers chirographaires agissaient contre des personnes qui, prêtant de l'argent à l'acquéreur, avaient exigé de lui une hypothèque. Le bien se trouvait ainsi amoindri au profit de celles-ci.

Mais pourquoi ont-ils suivi la foi de leur débiteur au

lieu d'exiger de lui des garanties particulières, par exemple la même sûreté? Il n'est pas étonnant que l'on doive respecter les droits de ceux qui ont pris toutes les précautions possibles.

De même, dans une espèce où le débiteur avait souscrit un bail principal fictif, la Cour de Caen (1) a jugé que les créanciers du locataire apparent peuvent saisir-arrêter les sommes dues par les sous-locataires, sans que le bailleur originaire puisse se faire considérer comme le véritable bailleur de ces sous-locataires et opposer la simulation du contrat primitif.

Le législateur a donc voulu que les tiers de bonne foi, qui ont traité avec un individu paraissant, en vertu d'un acte simulé, investi de la qualité de propriétaire, ne puissent être exposés par la simple production d'une contre-lettre, à perdre leurs droits acquis. Et d'après une jurisprudence, qui est certainement conforme à la loi, il en est ainsi même lorsque la contre-lettre aura acquis date certaine par l'un des moyens indiqués par l'article 1328.

Peu importe, d'autre part, la façon dont est prouvée la simulation. Celle-ci, ayant pour but d'annuler en tout ou en partie l'acte ostensible, n'est jamais opposable aux tiers. Ces derniers, ayant traité sur la foi d'un acte apparent qui réunit toutes les conditions exté-

(1) Caen, 17 mai 1873, — S., 74, 2, 46.

rieures de validité et même d'authenticité, peuvent exiger le maintien de cet acte. Il n'est pas possible, en effet, que l'article 1321 ait autorisé la fiction, quand est prohibé le contrat véritable, qui est la preuve du caractère apparent du premier. Or, si le législateur a écarté la preuve la plus parfaite de la simulation, la contre-lettre, — celle-ci n'étant que l'expression de celle-là, — il n'a évidemment pas entendu autoriser les présomptions, même si elles sont jointes à un commencement de preuve par écrit.

Ainsi, les droits des tiers sont protégés d'une façon très efficace contre les contre-lettres ou toute autre preuve de la simulation, qui pourrait être faite à leur préjudice. Et par tiers il ne faut pas entendre seulement les sous-acquéreurs de bonne foi. On peut aussi ranger dans cette catégorie les créanciers chirographaires des parties.

Ces derniers ne peuvent pas de plus se prévaloir de la convention réelle entre les parties contractantes au préjudice des tiers de bonne foi. La Cour d'Orléans fait d'ailleurs une application de cette idée dans l'hypothèse que nous avons rappelée, où un acquéreur fictif consent une hypothèque à un acquéreur de bonne foi.

Ces créanciers cependant, pourrait-on objecter, étant les ayants-cause de leur débiteur, sont représentés par lui. Ils ont donc le droit, semble-t-il, d'invoquer la contre-lettre quand c'est leur intérêt. Mais ici s'élève un conflit entre créanciers chirographaires et sous-acqué-

reurs de bonne foi. Les parties ne peuvent rien opposer à ces derniers. Ceux-ci, d'autre part, doivent l'emporter sur les créanciers, car ils ont sur eux l'avantage d'être en possession.

Telles sont les règles de la simulation relatives aux sous-acquéreurs. Pour les résumer et leur opposer celles de l'action paulienne, nous dirons avec M. Planiol (1) :

« L'action paulienne est une action personnelle qui peut atteindre même un sous-acquéreur, soit parce qu'il a été complice de la fraude quand il est acquéreur à titre onéreux, soit parce qu'il s'enrichirait aux dépens des créanciers fraudés quand il est acquéreur à titre gratuit ; le donataire perdra le bien donné, malgré sa bonne foi.

» *La déclaration de simulation ne rejaillit jamais contre les tiers de bonne foi ; l'acte ostensible est seul tenu pour réel à leur égard et les droits qu'ils ont acquis en traitant loyalement avec le propriétaire apparent sont maintenus ; les sous-acquéreurs de mauvaise foi peuvent seuls souffrir de l'annulation de l'acte simulé ».*

(1) Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 4^e édition, n° 1203.

CHAPITRE VI

RESTRICTIONS APPORTÉES A L'EXERCICE DE L'ACTION

PAULIENNE PAR L'ARTICLE 882

§ 1. — *Quand le créancier peut intenter l'action paulienne, en matière de partage, doit-il faire la preuve de l'intention frauduleuse ?*

Les créanciers ne peuvent pas toujours attaquer, pour cause de fraude, les actes de leur débiteur. D'après le deuxième alinéa de l'article 1167, ils doivent, en particulier, quant à leurs droits énoncés au titre des Successions, se conformer aux règles qui y sont prescrites.

Ce renvoi paraît de l'avis de tous viser l'article 882, ainsi conçu : « Les créanciers d'un co-partageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence. Ils ont le droit d'y intervenir sans frais, mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition par eux formée. »

Par conséquent, pour intenter avec succès l'action paulienne en matière de partage, les créanciers sont soumis à des règles, qui dérogent au droit commun. Sans doute, ils auront tout d'abord à établir le préjudice, mais doivent-ils également prouver la fraude ?

Avant de répondre à cette question, voyons tout d'abord en quoi elle peut consister, et les mesures que le législateur a prises, pour la rendre plus difficile.

Elle pourra consister en une entente entre les co-partageants, pour attribuer un lot très faible à l'un d'eux, ou, pour composer son lot, soit de biens faciles à dissimuler, comme de l'argent comptant, des titres au porteur, soit de biens insaisissables tels que les rentes sur l'État. Il serait en effet très facile de frustrer les créanciers par le partage. Citons encore le cas où l'un des héritiers, ayant consenti pendant l'indivision une hypothèque sur l'un des immeubles de la succession, fait mettre ce bien dans le lot d'un autre cohéritier. L'hypothèque tombe, par suite de l'effet déclaratif du partage, du moment que l'immeuble grevé n'est pas mis dans le lot du constituant.

Ces fraudes, les créanciers des cohéritiers arriveraient peut-être aisément à les établir, si la loi leur permettait d'user de ce recours dans les conditions ordinaires. Mais le législateur a voulu assurer autant que possible la stabilité des partages, dont l'annulation compromet toujours un grand nombre d'intérêts. Aussi, il a cherché à interdire, autant que possible, le moyen répressif

de l'action paulienne, et, dans le but de prévenir la fraude, a établi en cette matière une règle toute spéciale. Il permet aux créanciers de faire opposition à ce que le partage d'une succession, échue à leur débiteur, soit effectué hors de leur présence.

Aucune forme spéciale n'est déterminée par la loi pour cette opposition. Un acte judiciaire ou extra-judiciaire n'est pas nécessaire. Une opposition aux scellés faite dans la forme prescrite par les articles 926 et 927 du Code de Procédure, ou une demande en intervention formée par un créancier suffit, pourvu qu'il en soit fait notification au débiteur lui-même et à tous les copartageants. Par cette notification, les créanciers manifestent aux héritiers leur intention de surveiller les opérations du partage, pour lequel ils seront désormais parties nécessaires.

Ce droit d'intervention leur permet de veiller à leurs intérêts, de déjouer toutes les combinaisons frauduleuses qui pourraient être tentées à leur encontre, d'obtenir notamment que certains biens soient attribués à leur débiteur, pour pouvoir ensuite les saisir. Et, naturellement, ce partage qu'ils ont pu contrôler et pour lequel ils ont été eux-mêmes parties, sera désormais inattaquable, sauf le cas où leur consentement aurait été extorqué par dol ou violence et la faculté d'attaquer cet acte au nom du débiteur, pour cause de lésion de plus du quart.

Mais si les co-héritiers, au mépris d'une opposition déjà formée, procèdent au partage sans avoir appelé les créanciers, ceux-ci peuvent demander la nullité de cette opération. C'est par l'exercice de l'action paulienne que se fera cette révocation.

Les conditions ordinaires de cette action se trouvent alors modifiées. Presque toujours, elle ne pourra être intentée avec succès que si une opposition a été régulièrement formée au préalable. Les créanciers ne peuvent, en effet, que difficilement guetter le moment où il plaira aux co-héritiers de procéder au partage, et, en vertu de l'article 882 : « il ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition ». Cette formalité souvent nécessaire pour faciliter l'exercice de l'action paulienne, n'est jamais une des conditions de l'action en simulation.

Par contre, d'après un grand nombre d'auteurs, les créanciers qui veulent attaquer un partage réellement effectué, dans les circonstances que nous venons de décrire, n'auraient pas à démontrer l'existence d'un concert frauduleux entre les co-partageants, ni même la fraude de leur débiteur, ce qui est d'ordinaire un des traits caractéristiques de l'action en simulation. Demandons-nous, par conséquent, s'il convient dans ce cas particulier de signaler une analogie entre nos deux actions, ou devons-nous décider qu'en dehors des particularités relatives à l'opposition, il n'est pas dérogé, en

matière de successions, aux règles de droit commun fixées par l'article 1167 ?

Pour justifier cette atténuation apportée aux conditions ordinaires de l'action paulienne, certains auteurs disent simplement que les créanciers sont devenus parties nécessaires au partage. Conformément à l'opinion de MM. Baudry et Wahl (1), nous ne trouvons pas cette explication suffisante, car alors les créanciers opposants qui, par la faute des héritiers, n'ont pu user de leur droit d'intervention, pourraient attaquer le partage même *en l'absence de tout préjudice*.

Cette conséquence est inadmissible. Mais comment justifier l'exception que l'on veut apporter ici au droit commun ? On ne le voit pas bien. Aussi, ne vaut-il pas mieux admettre que les créanciers, pour attaquer le partage auquel il a été procédé au mépris de leur opposition, doivent prouver non seulement le préjudice, mais encore la fraude ?

A l'appui de cette théorie, nous dirons que l'article 882 est un article d'exception et par conséquent on doit l'interpréter restrictivement. A notre avis le mot *préjudice* qui s'y trouve contenu ne suffit évidemment pas pour apporter une nouvelle dérogation à l'article 1167.

De plus, quel a été le but du législateur, en écrivant cet article ? Il a voulu mieux assurer la stabilité des par-

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Successions*, t. III, n° 2221 et les auteurs cités, note 5.

tages, en rendant l'exercice de l'action paulienne, plus difficile. Or, cette preuve que nous exigeons des créanciers ne leur coûtera pas beaucoup, et à quoi bon créer ainsi en dehors de la loi une présomption légale ?

Cependant, d'après M. Bédarride, une autre solution s'impose : « Méconnaître l'opposition, dit-il (1), c'est faire présumer la fraude, et cette présomption n'admet pas la preuve contraire. Quel autre motif que celui de frauder le créancier opposant pourrait-on alléguer à l'appui du partage auquel, malgré son opposition, on n'a pas voulu l'appeler ».

Mais il est très possible que les co-partageants n'aient pas appelé les créanciers par négligence, sans aucune intention frauduleuse. Celle-ci doit donc être prouvée. Du reste, le début de l'article 882 est très formel en ce sens : « Les créanciers d'un co-partageant, pour éviter que le partage ne soit fait en *fraude* de leurs droits... » Le simple préjudice n'est donc pas suffisant.

Ces différents arguments nous semblent assez sérieux pour que nous puissions laisser à l'action paulienne ce caractère particulier dont est dépourvu l'action en simulation. On peut d'ailleurs invoquer dans le même sens un arrêt de la Cour de cassation (2), dont un des attendus est absolument formel :

« Attendu que le partage auquel il a été procédé hors

(1) Bédarride, *Traité du dol et de la fraude*, n° 1551.

(2) Cass., 11 fév., 1889. — S., 90, 1, 21; D., 89, 1, 313.

de la présence des créanciers, qui devaient y être appelés, ne peut être attaqué par ceux-ci que dans la mesure de leur intérêt, et qu'il ne peut être rescindé que s'il est établi qu'il a été fait en fraude de leurs droits ».

§ 2. — *Quand le partage est consommé il est impossible d'exercer l'action paulienne ; mais contre un partage fictif l'action en simulation peut toujours être formée.*

Arrivons à l'hypothèse où le partage a été consommé sans que les créanciers soient intervenus et sans qu'ils aient formé opposition. Pour déterminer leurs pouvoirs deux systèmes ont surtout été proposés.

Suivant les uns, on reviendrait à l'application de l'article 1167 ; mais alors, outre le préjudice, il faudrait sans aucun doute prouver la fraude. Cette opinion n'est plus guère soutenue depuis un arrêt de la Cour de cassation du 9 juillet 1866 (1), qui a fait changer sur ce point la jurisprudence antérieure.

L'article 882 refuse en effet toute action contre un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé au mépris d'une opposition, et l'article 1167

(1) Cass. 9 juillet 66, — D., 66, 1, 369.

rappelle que la révocation des actes frauduleux souffre une limitation énoncée au titre des Successions. Cette seconde opinion fut celle de l'orateur du gouvernement Bigot Preameneu, qui s'exprime en ces termes : « Il faut encore, pour que les contrats ne puissent nuire aux tierces personnes, que les créanciers aient le droit d'attaquer en leur nom les actes faits en fraude de leurs droits. On n'a cependant pas voulu que les créanciers puissent troubler le repos des familles, en attaquant comme frauduleux certains actes qui sont nécessaires, actes qu'ils ne sont pas censés avoir ignorés, et dans lesquels on leur donne seulement le droit d'intervenir pour y défendre leurs droits. Ces cas sont prévus dans le Code civil. Tel est celui d'un cohéritier, dont les créanciers peuvent s'opposer à ce qu'il soit procédé hors leur présence au partage des biens de la succession et y intervenir à leurs frais, mais sans avoir le droit d'attaquer ce partage lorsqu'il est consommé, à moins qu'on ait procédé sans eux à une opposition qu'il aurait formée » (1).

Nous ne tiendrons pas compte de quelques paroles de Treilhard (2), qui semblent contredire ce passage, mais qu'il est manifestement impossible de concilier avec la rédaction de l'article 882.

En somme, le législateur donne un excellent moyen

(1) Locré — t. XII, p. 336 et 337, n° 53.

(2) Locré — t. X, p. 201, n° 35 ; Fenet — t. XII, p. 158.

de prévenir la fraude. Si le créancier n'a pas été assez diligent pour intervenir, en profitant des moyens qui sont à sa disposition, il ne peut user du système répressif : il est en faute de n'avoir pas songé assez vite à ses intérêts. En effet, les actes ordinaires de la vie comme les ventes peuvent se passer en secret ; leur annulation est la seule sanction possible en cas de fraude. La mort du *de cujus* aurait dû au contraire éveiller l'attention des créanciers. Pourquoi n'ont-ils pas fait opposition ?

En face de ces derniers, les copartageants ont un intérêt opposé à ce que leur situation héréditaire soit fixée une fois pour toutes. Ces copartageants ont peut-être aliéné ou hypothéqué la part qui devait leur revenir. La présence d'ayants-cause peut faire naître une multitude d'actions récursoires que l'on peut facilement éviter. De là, cette disposition exceptionnelle de l'article 882 qui, pour sauvegarder tous les intérêts en présence, permet de prévenir la fraude.

Ajoutons que celle-ci eût parfois été difficile à prouver si les créanciers n'avaient pas eu d'autre ressource que l'action paulienne. Elle peut se cacher sous des apparences honnêtes, affecter mille formes diverses, qui en rendent la preuve difficile sinon impossible. Ne valait-il pas mieux substituer le système préventif au système répressif ?

Telle est aujourd'hui l'opinion unanime des auteurs. Ils ne donnent plus à l'article 882 une autre interpréta-

tion. Quant à la jurisprudence, depuis 1866, elle ne nous offre que peu d'arrêts en sens contraire (1).

Remarquons toutefois que le principe établi par l'article 882 déroge au droit commun et doit par conséquent s'interpréter restrictivement. Par suite, s'il est interdit d'attaquer par l'action paulienne un partage *consommé*, c'est-à-dire un acte sérieux, il n'est jamais défendu de faire tomber, au moyen de l'action en déclaration de simulation, un acte qui n'a du partage que l'apparence et n'a en réalité point d'existence. Il n'est même pas nécessaire de faire opposition. Suivant un vieil adage : *quod simulatur fingitur non esse*, nous sommes alors en dehors de l'exception prévue par la loi au titre des successions et nous rentrons dans le droit commun.

Ceci posé, quand un partage sera-t-il simulé ? A notre avis, il sera fictif lorsque les parties n'auront pas voulu lui faire produire ses effets normaux, c'est-à-dire faire cesser l'indivision. C'est ce qui arrive lorsqu'elles ont en vue de soustraire une partie des biens de la succession aux créanciers, soit que l'on ait admis de faux héritiers qui n'avaient pas droit à la succession, soit que l'on n'ait pas compris dans le prétendu partage la plus grande partie des valeurs dont était principalement formée la masse indivise. Dans ces circonstances, les droits des créanciers sont réservés, s'ils peuvent prou-

(1) Amiens 17 mars 1869, — D., 69, 2, 196. — Paris 26 juillet 1893, — *Gaz. Pal.*, 93, 2, 19.

ver que cet acte, conclu avant toute opposition de leur part, n'est pas sérieux; que toutes ces fraudes n'ont été imaginées que pour en paralyser l'exécution. Et il n'y a rien là de contraire à l'intention du législateur. Celui-ci a voulu empêcher une annulation qui troublerait le repos des familles et la sécurité des transactions. Mais quand le partage est simulé, les héritiers restent dans l'indivision et ne peuvent traiter avec les tiers comme copartageants, puisqu'il n'y a pas de partage réel.

C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Chambre des Requêtes (1), qui autorise les créanciers à se plaindre de la simulation lorsque les héritiers ont admis au partage de prétendus héritiers qui n'auraient pas dû intervenir à la succession. Dans l'espèce, il n'y avait pas erreur, puisque les copartageants avaient agi en connaissance de cause; ni fraude dans le sens de l'article 882, car cet article suppose un partage sérieux et non un acte qui ne doit pas recevoir d'exécution.

Si en effet, d'après ce texte, les créanciers ne peuvent intenter l'action paulienne sans avoir fait opposition, la loi ne leur défend pas de repousser une apparence qui est présentée comme une réalité. En cas de fraude du débiteur par un acte réel, ils ont pu sauvegarder leurs intérêts en usant de ce droit d'intervention. En cas de simulation, pour se prévaloir de ce même droit ou simplement pour former opposition, ils doivent tout d'abord

(1) Req. 27 nov. 44, D., 45, 1, 39.

détruire cette apparence d'acte qui se dresse contre eux, car il est encore temps de former opposition entre les mains des héritiers.

Des arrêts plus anciens avaient déjà donné la même solution. Ainsi, la Cour d'Agen avait annulé pour simulation, sur la demande d'un créancier, un acte apparent de partage, fait sans opposition de la part de ce créancier (1). Un arrêt de Douai prononça la même nullité et reçut le 10 mars 1825 l'approbation de la Cour suprême.

Sans remonter si loin, nous voyons la Cour de cassation donner une solution analogue le 22 mai 1854. En l'espèce, les héritiers avaient cherché à soustraire aux créanciers la plus grande partie de l'actif. Au lieu de distribuer les biens entre les différents ayants-droits, on les avait détournés ou dissimulés. Ce n'était donc pas un partage au vrai sens du mot. Voici du reste en quels termes cette décision est motivée : « Attendu qu'il est établi par l'arrêt interlocutoire du 19 janvier 1853 que le prétendu partage, intervenu le 5 janvier 1852, entre la veuve G... et la dame T..., sa fille, était attaqué non seulement comme résultant du dol et de la fraude, mais encore comme simulé, cet acte ayant eu pour but non le partage réel et sincère de la communauté G..., mais le désir de soustraire à l'action des créanciers des mariés T... une part considérable de la succession¹ G..., attendu qu'il résulte de l'expertise qu'en cet état les

(1) Agen, 19 mai 23, D., Rep. V Successions, n° 2053.

créanciers étaient fondés à attaquer l'acte fait en fraude de leurs droits, bien qu'ils n'eussent pas fait opposition au partage... (1) ».

Il est bien évident, en effet, que nul n'a besoin de s'opposer par avance à un acte vain, sous peine d'être obligé de le respecter ensuite. Nous pouvons encore citer en ce sens un arrêt de la Cour de Dijon (2), relatif à un simulacre de partage, puisque la cessation de l'indivision n'a pas eu lieu en fait.

Un père était marié sous le régime de communauté et avait parmi les biens communs quelques immeubles. A sa mort, il laisse un fils, qui étant relativement à ces biens en état d'indivision avec sa mère, hypothèque sa part indivise. Puis le fils cède à sa mère tous ses droits sur les immeubles en question et celle-ci fait le même jour une cession de tous ses droits à un tiers.

Il est certain que l'on ne peut que difficilement s'expliquer comment un héritier direct a pu transférer sa part des biens communs à un ascendant très âgé et se trouvant sans ressources. Aussi, on ne peut voir dans l'acte de licitation incriminé autre chose qu'un acte simulé, destiné à porter préjudice aux créanciers hypothécaires.

C'est pourquoi selon l'arrêt, « le créancier d'un communisme, bien qu'il n'ait pas fait opposition au partage,

(1) Req. 22 mai 54, S. 55, 1, 520; D. 54, 1, 250.

(2) Dijon, 24 juin 1885, S. 87, 2, 115, D. 86, 2, 226.

n'en est pas moins recevable à demander la nullité d'une licitation et de la revente à un tiers de l'immeuble indivis licité, lorsque cet acte est simulé et n'a été accompli par les prétendus co-partageants que dans le but de porter atteinte à ses droits ».

Nous pouvons donc conclure que si les créanciers d'un co-partageant ne peuvent attaquer un partage consommé, sous prétexte qu'il aurait eu lieu en fraude de leurs droits, alors qu'ils n'ont pas formé opposition à ce qu'il y fut procédé hors de leur présence, cette prohibition n'atteint pas les partages simulés, n'ayant qu'une existence apparente. C'est ce que dit de nouveau la Cour de cassation dans un arrêt du 17 novembre 1890 : « Les créanciers d'un co-partageant ne peuvent attaquer un partage consommé, même en alléguant qu'il a été fait en fraude de leurs droits, alors qu'ils n'avaient pas formé opposition, en vertu de l'article 882 du Code civil, à ce qu'il fut procédé au dit partage hors de leur présence. Leur action ne serait recevable que si le partage dont il est excipé n'était pas sérieux (1) ».

Dans cette seconde hypothèse, c'est évidemment l'action en déclaration de simulation que l'on doit exercer. Malheureusement, cette action résulte seulement des principes généraux et n'est pas appuyé sur un texte suffisamment précis. Aussi, il est à craindre qu'un revirement de jurisprudence ne lui donne de nouveau

(1) D. 91, 1, 25.

comme fondement l'article 1167, sous prétexte que cet article, qui tend d'une façon générale à réprimer la fraude, doit par cela même réprimer la simulation.

Cette confusion a été très caractérisée dans un arrêt de la Cour de Bourges, qui s'exprime en ces termes : « Si, en principe, les créanciers d'un co-partageant ne peuvent attaquer, pour cause de fraude, un partage qui a été accompli en leur absence et sans qu'ils y aient formé opposition, il en est autrement cependant, et *l'action paulienne* est recevable de leur part, lorsque le prétendu partage est purement fictif, qu'il n'a point d'existence réelle et sérieuse, et que, sans faire cesser l'indivision, il n'a eu pour but que de soustraire certains biens à l'action des créanciers (1) ».

(1) Bourges, 28 juillet 1892, D. 92, 2, 609 ; S. 93, 2, 210,

APPENDICE

DROIT COMPARÉ

Certains législateurs ont formulé sur la simulation des règles plus complètes que les nôtres. D'autre part, certains Codes étrangers sont très explicites sur l'action paulienne : quelques-uns l'ont même très nettement distinguée de l'action en simulation.

I. — En *Allemagne*, l'accord des volontés est bien comme en France l'élément essentiel de tout contrat ; mais, pour déterminer les effets que le contrat doit produire, on recherche moins l'intention des parties que la manifestation extérieure de leur volonté. Sans doute, il n'est pas nécessaire que cette déclaration soit expresse. Elle peut être déterminée par une simple attitude, pourvu que celle-ci se manifeste extérieurement. Une volonté purement interne n'a en principe aucune efficacité juridique. Et en cas de conflit entre la réserve mentale et ce qui a été déclaré, par exemple, si en réalité on ne veut pas, soit pour la totalité soit seulement pour partie, ce que l'on a donné en apparence comme l'expression de sa volonté ; on est lié vis-à-vis de ceux à qui l'on s'adresse par le sens normal des expressions

que l'on a employées et par l'ensemble des circonstances extérieures qui peuvent en révéler la signification.

Tel est le système connu sous le nom de système de *la déclaration*. En tenant presque toujours celle-ci pour vraie, il a pour but de donner aux relations privées une pleine sécurité. Voici d'ailleurs comment s'exprime à cet égard le Code allemand dans l'art. 116 :

« Une déclaration de volonté n'est pas nulle par cela seul que celui de qui elle émane ait entendu par la voie de réserve mentale, ne pas vouloir ce qu'il a déclaré. »

Le second alinéa de cet article apporte cependant à cette règle une exception, relativement aux déclarations de volonté, qui s'adressent à un intéressé. Celles-ci ne comprennent pas seulement les contrats, qui sont des actes juridiques bilatéraux ; elles comprennent aussi certaines déclarations unilatérales, s'adressant directement à un intéressé, comme un congé, une résiliation et une déclaration de nullité

Ces déclarations impliquent réception et le Code allemand, se plaçant au point de vue passif, dit qu'elles s'adressent à un tiers, par opposition à celles qui ne visent personne et produisent par elles-mêmes un effet définitif, comme par exemple la reconnaissance d'un enfant naturel, l'acceptation de succession, le testament. C'est ainsi qu'il faut comprendre le second alinéa de l'article 116 ainsi conçu :

« Cette déclaration est nulle, lorsqu'elle est de celles

qui doivent être adressées à un tiers et que celui-ci avait connaissance de la réserve mentale de l'auteur de la déclaration. »

Lorsque l'intéressé connaît l'intention véritable du déclarant, on s'en tient donc à la volonté réelle de ce dernier.

Mais la réserve mentale doit être bien distinguée de la simulation. La première a pour but de tromper celui à qui la déclaration s'adresse. La seconde est acceptée, d'accord avec l'autre partie, en vue de tromper les tiers et il en est parlé dans l'article 117 :

« Si une déclaration de volonté, qui doit être faite vis-à-vis d'un autre, n'est faite, d'accord avec ce dernier que pour la forme, elle est nulle.

Si une convention apparente cache un autre acte juridique, on applique les dispositions qui concernent l'acte caché. »

Ainsi, comme au cas où la réserve mentale est connue de l'autre partie, il y a nullité de l'acte apparent. Quant à l'acte réel, il n'est pas nul par le seul fait de la simulation.

Un amendement de principe avait bien été proposé sur l'article 117. On demandait que la nullité de l'acte simulé ne puisse pas être opposée aux tiers de bonne foi ; mais, au lieu d'établir une règle générale, il fut décidé de pourvoir à la sécurité des tiers, par voie de dispositions spéciales. Si celles-ci ne sont pas assez

nombreuses et que l'acte apparent leur fasse encore éprouver un préjudice, ils sont en droit de demander des dommages-intérêts, fondés sur le quasi-délit (art. 823, 826).

« L'usage et l'intérêt des relations d'affaires, dit M. Saleilles (1), n'exigent pas qu'il soit pourvu autrement à la sécurité des tiers, qui ne sont pas parties à l'acte et à l'égard desquels aucun engagement n'a été pris. »

Cependant en vue de protéger les tiers, le Code a multiplié les cas où la foi est due au titre même s'il provient d'un individu sans qualité et sans pouvoir. C'est sur une protection de ce genre qu'est fondée toute l'institution des livres fonciers.

En vertu des articles 892 et 893, celui qui est porté au registre, comme le titulaire du droit, sera aux yeux de tous, le titulaire légitime. Et même s'il ne l'est pas, les aliénations consenties par lui seront opposables au véritable ayant-droit du moment que l'acquéreur était de bonne foi.

Il est en effet difficile de supposer que les livres fonciers, dont la tenue est confiée à l'autorité publique, contienne des mentions inexactes. Cette force probante, par suite du principe de publicité, est une règle d'utilité pratique.

De même en matière d'acquisition de meubles, la chose aliénée par un non ayant-droit, au profit d'un

(1) Saleilles, *Déclaration de volonté*, art. 117, p. 9.

tiers de bonne foi, échappe au vrai propriétaire. Voici comment s'exprime à cet égard le Code allemand. Par l'article 929 il indique comment on opère l'aliénation d'une chose mobilière : « Pour transférer la propriété d'une chose mobilière, il faut que le propriétaire fasse tradition de la chose à l'acquéreur et qu'il y ait, de part et d'autre, accord des volontés pour opérer le transfert. Si l'acquéreur est déjà en possession de la chose, l'accord des volontés suffit ».

Puis il ajoute dans l'article 932 : « L'aliénation, faite conformément à l'article 929, rend *l'acquéreur propriétaire même si la chose n'appartient pas à l'aliénateur*, à moins qu'il n'eut pas été de bonne foi à l'époque où il eut acquis la propriété d'après les dispositions de cet article... »

Des dispositions analogues s'occupent de protéger celui qui a acquis de bonne foi un droit de gage (articles 1207 et 1208).

Les droits des tiers sont également protégés au cas de procuration simulée (art. 171). Si quelqu'un a régulièrement fondé de pouvoir une autre personne, celle-ci se trouve autorisée à le représenter.

Citons enfin les mesures prises par le Code allemand en matière de cession de créance. Le cessionnaire n'est protégé contre l'exception de simulation que si la créance simulée est constatée par un acte écrit. A défaut de titre écrit, le cessionnaire aurait dû se défier.

Dans ce cas, en effet, le débiteur aura souvent cher-

ché à faire apparaître des créances imaginaires pour soustraire une partie de son patrimoine à ses créanciers ; mais quand il n'a souscrit aucun titre et que peut-être le but poursuivi par lui a depuis longtemps disparu, vu l'imprudence du cessionnaire, le débiteur n'est pas tenu si le créancier fictif veut les négocier.

Voici comment s'exprime sur ce point l'article 405, à l'exemple du Code fédéral des Obligations :

« Lorsque le débiteur a dressé un titre se référant à la dette, il ne peut pas, si la créance a été cédée sur production du titre, alléguer, à l'encontre du nouveau créancier, que la conclusion ou la reconnaissance du rapport d'obligation n'aurait eu lieu que pour la forme, ou encore que la cession, par voie de convention avec le créancier initial, eut été exclue, à moins que le nouveau créancier, lors de la cession, eut connu ou dû nécessairement connaître l'état de choses exact ».

De ce texte nous pouvons en effet rapprocher l'article 16, ainsi conçu, du *Code fédéral* du 14 juin 1881 :

« Pour apprécier la forme et les clauses d'un contrat, il faut rechercher la commune intention des parties, sans s'arrêter aux dénonciations et aux expressions inexactes dont elles se sont servies, soit par erreur, soit *pour déguiser la nature véritable de la convention* ».

» Le débiteur ne peut opposer l'exception de simulation au tiers de bonne foi, qui possède une reconnaissance écrite de la dette. »

Cette disposition est la reproduction de la maxime :

Plus valet quod agitur quam quod simulate concipitur.
Quant au paragraphe 2, il semble bien avoir servi d'exemple en Allemagne aux rédacteurs de l'article 405, et peut d'ailleurs être rapproché de l'article 189 des lois fédérales :

« Art. 189. — Le débiteur peut opposer au cessionnaire, comme il aurait pu les opposer au cédant, les exceptions qui lui compétaient, au moment où il a eu connaissance de la cession. On applique, quant à l'exception de simulation, la disposition de l'article 16, alinéa 2 ».

Le nouveau Code suisse n'a abrogé ni l'un ni l'autre de ces textes.

Ce simple aperçu de quelques lois étrangères nous montre bien que, relativement à la simulation, les législations allemande et suisse entrent dans plus de développements que la nôtre.

II. — Comme d'un autre côté, l'article 1167 de notre Code civil est trop court pour préciser les conditions de l'action paulienne, nous examinerons les dispositions que renferment à cet égard, les Codes italien et espagnol.

Le *Code civil italien* renferme, en effet, dans son article 1235, des dispositions plus complètes que les nôtres :

« Art. 1235. — Les créanciers peuvent attaquer en leur nom les actes que le débiteur a faits en fraude de leurs droits.

» S'il s'agit d'actes à titre onéreux, la fraude doit émaner des deux contractants. Pour les actes à titre gratuit, il suffit que la fraude émane du débiteur.

» En tout cas, cependant, la révocation de l'acte ne produit pas d'effet au préjudice des tiers n'ayant pas participé à la fraude qui ont acquis des droits sur les immeubles, antérieurement à la transcription de la demande en révocation ».

Des dispositions analogues se rencontrent dans le *Code espagnol*, qui traite même de l'action paulienne en plusieurs articles. Ce code fait tout d'abord allusion à cette action à la fin de l'article 1111 et s'exprime ainsi : les créanciers peuvent « attaquer les actes que le débiteur a faits en fraude de leurs droits ».

Puis les articles 1297 et 1298 donnent des applications de ce texte :

« Art. 1297. — On présume consentis en fraude des créanciers tous les contrats en vertu desquels le débiteur aliène ses biens à titre gratuit.

» On présume également frauduleuses les aliénations à titre onéreux, faites par des personnes contre lesquelles aurait été auparavant prononcé un jugement de condamnation, dans quelque procès que ce soit, ou délivré un mandat de saisir leurs biens.

« Art. 1298. — Celui qui, de mauvaise foi, aurait acheté les biens aliénés en fraude des créanciers, devra les indemniser des dommages et préjudices causés par

l'aliénation, toutes les fois qu'il est impossible de les faire rendre pour quelque cause que ce soit ».

III. — Enfin, il nous reste à dire quelques mots de plusieurs législations qui font d'une façon très nette la distinction entre l'action paulienne et l'action en simulation.

Chez nous, il n'y a que certains arrêts qui évitent avec beaucoup de soin la confusion. Un arrêt de la Cour de Bordeaux (1) mérite à cet égard d'être signalé, car il montre bien à quel point de vue on peut opposer ces deux actions :

« Attendu que si une telle demande (une demande en déclaration de simulation) a de frappantes analogies avec l'action paulienne, elle se distingue pourtant de celle-ci par quelques traits essentiels, qu'ainsi à la différence de l'action paulienne proprement dite, l'action en déclaration de simulation peut être exercée par les créanciers même postérieurs aux actes prétendus fictifs et sans qu'ils aient à justifier que ces actes ont eu pour conséquence l'insolvabilité du débiteur, que, pour apprécier le mérite d'une pareille action, il n'y a pas lieu de distinguer si l'acte est à titre gratuit ou à titre onéreux, si le tiers contractant est ou non complice de la fraude, un acte fictif impliquant nécessairement la participation à la fraude de toutes les parties contractantes ».

(1) Voir plus haut, p. 65.

Mais notre législation est muette sur ce point.

Le *Code portugais*, au contraire, les distingue parfaitement. Il en traite dans des articles séparés et indique leurs différences principales en même temps que leurs conditions d'exercice. L'article 1031 permet d'attaquer l'acte simulé à toute époque, donne l'exercice de l'action en déclaration de simulation à toutes les personnes lésées et définit d'une façon assez exacte l'acte simulé : « Celui par lequel les parties déclarent ou reconnaissent faussement un fait qui ne s'est pas accompli ou une convention qu'elles n'ont pas faite. »

Le début de ce même article est ainsi rédigé : « Les actes ou contrats simulés entre les parties, dans le but de frauder les droits des tiers, peuvent être annulés et rescindés à toute époque, sur la demande des personnes lésées. »

Par ces mots *dans le but de frauder les droits des tiers*, il est bien indiqué que l'acte doit être maintenu lorsque la simulation ne nuit pas aux tiers.

Cependant l'on pourrait quelque peu critiquer les expressions qui suivent. L'annulation ou la rescision ne se comprennent pas pour un acte simulé, qui n'a jamais eu d'existence réelle. Il eut donc été préférable de mettre : « peuvent être déclarés inexistants ».

Dans l'article 1032, les auteurs du *Code civil portugais* ont jugé utile d'expliquer que lorsqu'un acte ou un contrat est déclaré simulé, « la chose ou le droit qui en

sont l'objet seront restitués au propriétaire, avec les fruits échus et les bénéfices réalisés s'il y en a ».

Comment, en effet, la partie qui doit restituer la chose pourrait-elle se considérer comme propriétaire des fruits, du moment qu'elle sait, dès le début, que son titre n'est qu'une apparence ? Une pareille solution s'impose même chez nous, bien que notre législation soit muette sur l'action en déclaration de simulation.

Les articles suivants du Code civil portugais traitent de l'action paulienne. Nous ne pouvons mieux faire que de les citer :

« Art. 1033. — L'acte ou le contrat *non simulé*, mais passé par le débiteur au préjudice de son créancier, peut être rescindé, à la requête du créancier, lorsqu'il est postérieur à la créance et qu'il a produit l'insolvabilité du débiteur.

» Art. 1034. — Si l'acte ou le contrat est à titre onéreux, il ne pourra être rescindé que s'il y a eu mauvaise foi, tant de la part du débiteur que de la part de l'autre partie.

» Art. 1035. — Lorsque l'acte ou le contrat est à titre gratuit, il ne peut être rescindé, lors même que les parties n'auraient pas été de mauvaise foi ».

Signalons une divergence entre ce dernier article et le Code italien, qui, dans cette hypothèse, exige seulement la mauvaise foi du débiteur ; « Pour les actes à

titre gratuit, il suffit que la fraude émane du débiteur » (1).

Comme le Code portugais le *Code civil argentin* de 1869, dans le livre II, titre II, chapitre I (art. 955 à 960), s'occupe spécialement de la simulation et dans le chapitre suivant intitulé : « de la fraude dans les actes juridiques » il traite de l'action paulienne (art 961 à 972).

Comme les dispositions relatives à la simulation ne manquent pas de justesse et sont plus complètes que celles de la législation portugaise, il convient de les rapporter.

L'article 955 commence par en donner une définition très générale : « La simulation a lieu quand on cache le caractère juridique d'un acte sous l'apparence d'un autre, où quand l'acte contient des clauses qui ne sont pas sincères ou des dates qui ne sont pas vraies, ou quand, par cet acte, on constitue ou transmet des droits à des personnes interposées, qui ne sont pas celles pour lesquelles, en réalité on les constitue ou transmet. »

En somme, ce texte prévoit presque tous les cas : déguisement de contrat, interposition de personnes, simulation d'une clause et simulation de la date. La simulation absolue elle-même n'est pas oubliée, car l'article suivant la définit en ces termes :

« Art. 956. — La simulation est absolue quand on fait un acte juridique qui n'a rien de réel, et relative quand

(1) Code italien, art. 1235, § 2. « in fine ».

on l'emploie pour donner à un acte juridique une apparence qui cache son véritable caractère. »

Puis le Code indique les règles applicables aux actes simulés :

« Art. 957. — La simulation n'est pas réprouvée par la loi quand elle ne préjudicie à personne et n'a pas un but illicite.

» Art. 958. — Lorsque, dans le cas de simulation relative, on découvre un acte sérieux, caché sous de fausses apparences, il ne pourra pas être annulé s'il n'est pas fait en violation de la loi et s'il ne préjudicie pas à un tiers.

» Art. 959. — Ceux qui auront dissimulé un acte en vue de violer les lois ou de préjudicier à un tiers, ne pourront exercer aucune action l'un contre l'autre relativement à la simulation.

» Art. 960. — S'il existe sur la simulation une contre-lettre, signée par chacune des parties, pour rendre sans effet l'acte simulé quand celui-ci est illicite, ou, quand il est licite, pour expliquer ou restreindre l'acte précédent, les juges peuvent connaître de cette contre-lettre et de la simulation, si cette contre-lettre ne contient rien de contraire aux dispositions prohibitives de la loi ni aux droits des tiers ».

Des dispositions aussi précises sur la simulation rendent impossible toute confusion entre les deux actions.

Le *Code civil mexicain* ne les a pas non plus confon-

dues : « Le Code mexicain, en ceci très logique et plus complet que beaucoup d'autres, dit M. de la Grasserie, distingue nettement l'acte simulé de l'acte frauduleux. Le premier est celui qui n'a aucune existence réelle ; le second est celui qui est réel mais préjudiciable. L'acte simulé peut être annulé à toute époque à la demande des intéressés ; sa nullité entraîne la restitution de tout ce qui a été presté, avec ses fruits. Les actes frauduleux sont annulés à la requête d'un créancier, si l'acte a causé l'insolvabilité du débiteur.

» S'il s'agit d'un contrat à titre onéreux, il faut pour cela la mauvaise foi du débiteur et du tiers ; si l'acte est à titre gratuit, cette condition n'est pas nécessaire. La mauvaise foi consiste dans la connaissance de l'insolvabilité. Pour que l'action puisse atteindre un sous-acquéreur, il faut que celui-ci ait acquis lui-même de mauvaise foi. L'action Paulienne frappe les renonciations à un droit dont la jouissance n'est pas absolument personnelle. Elle atteint aussi les paiements faits avant le terme d'exigibilité et enfin les sûretés données à un créancier. Pour réussir dans son action, le créancier doit prouver que les biens apparents du débiteur sont absorbés par ses dettes ; ce sera alors à ce dernier à établir qu'il a par ailleurs des biens suffisants, pour y faire face.

L'acte rescindé, les biens rentreront dans le patrimoine du débiteur au profit des créanciers » (1).

(1) R. de la Grasserie. — *Code civil mexicain*, p. 132.

CONCLUSION

Comme on le voit, relativement à la distinction de ces deux actions, plusieurs législations sont en progrès sur la nôtre. Il serait donc facile de leur emprunter quelques dispositions.

Notre article 1167 ne précise aucune des conditions d'exercice de l'action paulienne. C'est, à l'aide des principes généraux et traditionnels de notre Droit que la jurisprudence croit pouvoir étendre celle-ci aux paiements, aux sûretés et aux renonciations ; mais il serait bon de fixer définitivement ces différents points par un texte.

Pour les simples renonciations, quelques auteurs soutiennent même que la condition de fraude n'est pas nécessaire, sous prétexte que les articles 622 sur l'usufruit et 788 sur les successions n'y font pas allusion. En réalité, la question avait été très probablement réservée pour être définitivement résolue par l'article 1167. Il serait utile cependant de compléter nos lois à cet égard et, à l'exemple du Code civil mexicain, de faire bénéficier tous les créanciers du résultat obtenu par l'un d'eux.

A la différence du nôtre, quelques codes étrangers

distinguent, au point de vue de la rescision l'acte à titre onéreux ou à titre gratuit, en tenant plus ou moins compte de la mauvaise foi.

Enfin, faut-il appliquer en cette matière la prescription de trente ans ? L'intérêt public semble exiger que la validité d'une convention ne puisse pas être trop longtemps attaquée.

Si, à tous ces égards, le texte de notre article 1167 est insuffisant, il n'en existe même aucun, de précis, sur l'action en déclaration de simulation. La jurisprudence a, par suite, été naturellement amenée plusieurs fois à confondre celle-ci avec l'action paulienne, et un revirement en ce sens est à craindre, tant que le pouvoir législatif ne se sera pas occupé de la question. Ainsi, il faudrait, reformer la section VI du Code, qui traite *de l'effet des conventions à l'égard des tiers*. L'article 1321 sur l'efficacité des contres-lettres serait mieux à sa place dans cette section, car il traite de leur force obligatoire. Si ce texte indiquait leur force probante, on comprendrait la place qu'il occupe, dans un chapitre sur la preuve.

Mais, tout d'abord, quelques dispositions relatives à l'action en simulation sont indispensables. On pourrait, comme les Codes argentin et portugais, commencer par donner une définition de la simulation. Puis, en réglementant celle-ci, on organiserait pour les intéressés, à l'exemple des législations que nous avons citées tout à l'heure, une protection suffisante,

Actuellement, aucune disposition particulière de nos lois n'oblige d'une façon formelle le propriétaire apparent à restituer les fruits. Sans doute, celui-ci connaît la valeur de son titre et ne peut par conséquent invoquer les articles 549 et 550, pour prétendre qu'il fait les fruits siens ; mais ce point n'est pas, chez nous, prévu et tranché aussi bien que par les articles 1032 du Code portugais et 1686 du Code civil mexicain.

VU :

Le Président de la Thèse,

PIÉDELIÈVRE

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>Aperçu historique sur l'action paulienne et l'action en simulation dans l'ancien droit français</i>	5
CHAPITRE II. — <i>Comparaison entre l'action paulienne et l'action en simulation.</i> — § 1. Ressemblance et différence primordiale entre les actes frauduleux et les actes fictifs	15
§ 2. — Effets de l'action paulienne et de l'action en simulation	22
I. — Les créanciers autres que les demandeurs peuvent-ils se prévaloir du jugement rendu à la suite de l'action paulienne et du jugement qui déclare la simulation	22
II. — A la différence de l'action paulienne, l'action en simulation est une simple mesure conservatoire	29
§ 3. — Durée de ces actions	30
CHAPITRE III. — <i>Qui peut intenter l'action paulienne et par qui l'action en simulation peut-elle être formée?</i> — § 1. Le droit d'exercer ces actions appartient-il aux créanciers à terme et aux créanciers sous condition?	33
§ 2. — Faut-il que la créance du demandeur soit antérieure à l'acte attaqué?	41
I. — Pour que le demandeur puisse former l'action paulienne, sa créance doit être antérieure à l'acte attaqué	41

II. — Confusion faite à cet égard par la jurisprudence et quelques auteurs entre les deux actions.....	45
CHAPITRE IV. — <i>Règles concernant la preuve que les créanciers doivent fournir.</i> — § 1. L'action paulienne et non l'action en simulation exige que l'acte incriminé ait causé ou augmenté l'insolvabilité du débiteur	62
§ 2. — Pour l'exercice de l'action en simulation, le créancier n'a pas besoin de prouver que l'acte a été fait en fraude de ses droits.....	65
§ 3. — Les créanciers peuvent exercer l'action en simulation, en vertu de l'article 1166. Ils seront alors soumis aux mêmes règles de preuve que les parties contractantes.....	71
CHAPITRE V. — <i>Situation des sous-acquéreurs.</i> — § 1. L'action paulienne peut-elle réussir contre un tiers de bonne foi ?.....	78
§ 2. — Le sous-acquéreur de bonne foi peut-il être poursuivi par l'action en simulation ?.....	82
CHAPITRE VI. — <i>Restrictions apportées à l'exercice de l'action paulienne par l'article 882.</i> — § 1. Quand le demandeur peut intenter l'action paulienne, en matière de partage, doit-il faire la preuve de l'intention frauduleuse ?.....	92
§ 2. Quand le partage est consommé, il est impossible d'exercer l'action paulienne ; mais, contre un partage fictif, l'action en simulation peut toujours être formée.....	98
APPENDICE. — <i>Droit comparé.</i>	
I. Législations allemande et suisse.....	107
II. Législations italienne et espagnole.....	113
III. Codes portugais, argentin et mexicain.....	115
CONCLUSION.....	121

